

Pour la gratuité

Communisme

Séminaire



<i>La gratuité à Aubagne, un combat politique</i> - Bernard Calabuig	3
<i>La gratuité et le mieux vivre, nouveaux chemins de l'émancipation</i> - Paul Ariès	8
<i>La gratuité, moyen de partage et de pouvoir</i> - Makan Rafadjou	13
<i>Inscrire la gratuité au sein d'une nouvelle cohérence</i> - Pierre Zarka	14
<i>Donner du sens à notre parti-pris pour la gratuité</i> - Gilles Alfonsi	16
<i>Perspectives et gratuité</i> - François Langlois	17
<i>Gratuité et institutions locales</i> - Patrick Vassalo	18
<i>Enjeux autour de la mobilité</i> - Stéphane Lavignotte	20
<i>La gratuité du logement</i> - Makan Rafadjou	21
<i>Au-delà des luttes spécifiques, construire l'alternative</i> - Pierre Zarka	22
<i>Les alternatives, l'alternative, le Net</i> - Gilles Monsillon	23
<i>Lorsque la gratuité construit du lien</i> - Bernard Calabuig	24
<i>Richesse de la gratuité</i> - Paul Ariès	26

***La gratuité est-elle un leurre
(comme le disent les libéraux)
ou peut-elle, et à quelles conditions,
être un projet contribuant
à l'émancipation ?***

Ce huitième numéro d'*Altercommunisme* contient les textes des interventions prononcées lors de la séance du séminaire **Communisme** du 30 novembre 2013, animée par Gilles Alfonsi. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Gilles Alfonsi, Michèle Kiintz, André Pacco et Jean Tailleur - Transcription : Nadia Pinson

Note d'intention du séminaire Communisme

Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du XXI^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée-théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Face à la crise globale du système capitaliste, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... -, combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout.

Dans le même temps, nous cherchons à refonder l'engagement communiste, pour affronter les défis d'aujourd'hui : ceux de la mondialisation des relations économiques, sociales et culturelles, ceux de l'ère nouvelle ouverte par la généralisation des nouvelles technologies de l'information, ceux de l'autogestion et du pouvoir du peuple, ceux de l'épuisement de la planète et de la sauvegarde de l'espèce humaine, ceux qui associent la promotion de toutes les solidarités et le respect de l'individualité de chacun. Nous cherchons à réfléchir à la révolution aujourd'hui nécessaire, pour dépasser le capitalisme et toutes les dominations : révolution démocratique, pour rompre avec la citoyenneté pauvre du système délégataire actuel, avec des formes de représentation qui pervertissent la démocratie ; révolution qui investisse aussi le champ du travail, de sorte que la production du "nécessaire" ne soit plus - pour les productrices et les producteurs - la négation de la "libre réalisation de soi-même".

Nous voulons réfléchir - avec celles et ceux que ces réflexions intéressent, sans esprit de boutique et volontairement à l'écart des enjeux de pouvoir et de relations

entre organisations - non pas à un programme mais à une direction à prendre. Et nous le concevons non pas en vase-clos, comme si notre culture politique ne devait pas se mêler à d'autres, mais, au contraire, de manière ouverte, en favorisant les métissages sans uniformisation. Ainsi, par exemple, nous serons en dialogue avec les militants de l' "éco-socialisme", terme dont nous interrogerons l'intérêt et les limites.

Nous pensons que cela peut être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes. Et nous pensons que se projeter dans la perspective d'une autre organisation de la société contribue à déterminer les vrais rapports de forces. La sécurité sociale - une avancée communiste, selon nous - aurait-elle vu le jour si ceux qui l'avaient inventée s'étaient contentés de penser dans les limites de ce qui semblait possible dans un pays alors ravagé par la guerre ?

Face à une crise globale du système capitaliste, qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. Certains ont préféré abandonner le nom communisme, entaché par le "socialisme réel" des pays de l'Est et les crimes faits en son nom. Mais existent alors le risque de jeter le bébé avec l'eau du bain, la tendance à rabougir l'ambition et finalement la possibilité de renoncer à la radicalité nécessaire, dans un monde où l'entre-deux n'est plus possible.

Ainsi, on peut n'avoir aucune complaisance envers les crimes commis au nom du communisme et ne rien céder à la nécessité de cette transformation de la société dont "communisme" est le nom. Au contraire, nous pensons que le communisme, refondé, revivifié, peut être un puissant catalyseur : non pas un parti, ni une institution mais mouvement d'idées et d'actions, dynamique politique populaire où l'appropriation du devenir commun, par chacun-e, résulte d'une élaboration collective incessante, seule susceptible de fournir des repères aux élans de spontanéité qui caractérisent toute révolution. Elaboration à laquelle des initiatives et forces politiques peuvent bien sûr contribuer, mais pas seules et sans aucune prééminence. Cela ne nous empêche pas de "faire de la politique" avec tous les antilibéraux, les anticapitalistes, les libertaires, les socialistes, les autogestionnaires, les alternatifs, les écologistes radicaux, les postcapitalistes et beaucoup d'autres ; c'est même le contraire : avec notre boussole - notre communisme -, nous ne concevons notre action que dans la convergence avec toutes les forces et tous les citoyens qui veulent rompre avec l'ordre libéral, économique, social ou politique. ♦

La gratuité à Aubagne, un combat politique



Bernard Calabuig

Je partirai de l'expérience sociale concrète mise en place à Aubagne depuis le 15 mai 2009 sur la gratuité des transports publics sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomérations.

Je pointerai d'abord les principes politiques qui nous ont conduits à aller dans ce sens.

Il a fallu répondre à ce que disent les détracteurs de la gratuité : la gratuité n'existe pas, car tout a un coût. Et cela ne se dit pas seulement à droite, cet argument est porté aussi dans une grande partie de la gauche.

Nous avons décidé de renverser les choses, c'est-à-dire de partir d'abord de la valeur d'usage et non plus de la valeur marchande. Oui, tout à un coût. Les rues sont d'accès gratuit et, en même temps, il faut les goudronner, et même, dans un certain nombre de villes, on les fleurit. Les places - la place du village sur laquelle on se promène - ont aussi un coût. L'école est gratuite et elle a un coût, c'est même l'un des plus gros budgets de la nation. Et lorsque le principe de gratuité est remis en cause, assez naturellement, le camp progressiste se mobilise.

Deuxième question : le "sans prix" a-t-il une valeur ? Pour les détracteurs de la gratuité, c'est aussi un argument : lorsque les gens ne payent pas, ils ne considèrent pas que le service dont ils bénéficient a une valeur. Et donc, pour qu'ils s'aperçoivent de cette valeur, il faut qu'ils payent. Or, le "sans prix" n'est pas sans valeur, et nous avons travaillé cette question là. Le temps marchandise, par exemple, que nous vendons à notre employeur sur le marché du travail, est évalué en monnaie. Mais cela lui confère-t-il une plus grande importance que

le temps gratuit consacré à la culture, à la politique ou au plaisir ? Dans ces conditions, pourquoi serait-il absurde que les collectivités assurent des gratuités de service.

Ce qui animait aussi notre réflexion à Aubagne, c'est que si la politique a un sens, c'est pour effectuer librement des choix de société. Et la gratuité, c'est un choix de société. C'est-à-dire qu'en permanence, dans cette ville, au moins depuis 2008, on se pose la question des marges qui restent aujourd'hui aux collectivités territoriales pour

Si la politique a un sens, c'est pour effectuer librement des choix de société. Et la gratuité, c'est un choix de société.

des politiques alternatives. Dans les faibles marges que consent le système, les gouvernements, que peut-on faire quand on est élu : fleurir la ville, goudronner les trottoirs ? Cela, une administration peut très bien le faire, il n'y a pas besoin de politiques. Mais on peut aussi choisir, sur chacune des questions, de s'interroger sur l'alternative à laquelle on peut donner vie. La gratuité en est une. Et c'est un marqueur très fort de sortie de la marchandisation.

La gratuité, à Aubagne, ne porte pas seulement sur le service public des transports. C'est l'identifiant le plus fort, mais il y a aussi une gratuité sur tout ce qui est culture. Il y a dans cette ville des spectacles gratuits, que l'on peut trouver ailleurs à 40, 50, 60 euros la place. On a de la chance, il fait beau, ces spectacles sont en plein air, donc il n'y a pas de problème de places dans les salles. Et nous réfléchissons, pour le prochain programme municipal, à étendre tout à la fois les services publics et la gratuité. Nous pensons à 3 choses : la restauration scolaire, un service public des pompes funèbres et la récupération de l'eau dans une société publique, pour arriver progressivement à une gratuité de l'eau indispensable pour vivre, qui s'évalue à 30 m³. Nous y travaillons, mais c'est une sacrée bataille parce que ce ne sont pas des dossiers simples à conduire.

Je vais maintenant lier plus concrètement gratuité et expérience dans les transports publics parce c'est le marqueur le plus identifiant.

L'air du temps fait que le financement des transports publics est pensé sous la forme d'un service marchand : j'ai besoin de me déplacer, j'en paye le prix ; le déplacement a pour seul bénéficiaire celui qui se déplace. Pour certains

usages parmi les plus répandus, il est bien difficile de parler de bénéfice : ce n'est pas par plaisir que l'on effectue, par exemple, les trajets domicile-travail, mais par nécessité. Et quand on sait comment se construisent aujourd'hui les métropoles, les villes, on s'aperçoit que ce sont toujours les plus pauvres qui sont poussés vers les périphéries les plus éloignées, et donc avec plus de temps de déplacement, pour une tarification qui est toujours basée sur le kilomètre. C'est une double pénalisation : les plus éloignés de leur lieu de travail sont ceux qui payent le plus cher. Le déplacement est souvent lié à une contrainte, celle du travail. Or, se déplacer autant de fois qu'on le veut parce que c'est gratuit pour aller voir des amis, sortir, aller au cinéma ou au marché (chacun va où il veut, il est libre, libre de se déplacer aussi longtemps et autant de fois qu'il le désire), cela s'appelle le droit à la mobilité. Le droit au déplacement, le droit à la ville pour tous, le désenclavement des cités (qui est visible dans l'agglomération d'Aubagne), et la réappropriation, par ceux qui en sont le plus éloignés, des centres ville.

La gratuité permet de ne plus faire la distinction entre les riches et les pauvres. En attribuant le même avantage, elle s'évite de contrôler et de structurer la hiérarchie des positions sociales.

Autre question, le choix entre gratuité ou tarification sociale - un sacré débat à gauche - rejoint des travaux que nous avons menés dans d'autres séminaires. La question de la gratuité des services publics locaux ou nationaux divise la gauche, y compris la gauche radicale. C'est un débat qui n'est pas tranché. Ainsi, en Île-de-France, il y a une bonne dizaine d'années sinon plus, quand le maire de Drancy (93) a introduit la gratuité de la restauration scolaire, il y a eu une levée de boucliers chez les dirigeants nationaux du Parti communiste, et dans le Parti communiste. Par exemple, le maire de Bezons (95), dans un édit du journal municipal, a condamné cette gratuité en disant que c'était de la démagogie, que c'était une vraie fausse bonne solution. C'est-à-dire que dans la culture du mouvement ouvrier et la culture du XX^e siècle, la question de la tarification sociale a pris le dessus sur le droit universel que constitue la gratuité. Cela nous renvoie à un débat sur communisme et État, communisme et socialisme.

La tarification sociale ne rassemble pas mais divise, elle oblige à prouver en permanence ce qu'on est, en donnant ses papiers pour avoir la carte qu'il faut, qu'on est pauvre un peu, qu'on est pauvre moyennement ou qu'on est pauvre beaucoup. Donc il y a stigmatisation. Et il y a toujours un voisin pour se dire que pour quelques poignées d'euros qu'il gagne de plus par mois, il paye plein pot et que l'autre paye moins alors qu'avec ses prestations sociales, combines, travail au noir, etc., il a certainement plus de revenus que lui. La tarification sociale est donc un ferment de division. Et puis, avec la régression idéologique, cela entraîne d'autres reculs. Des

dirigeants politiques commencent à ouvrir quelques brèches, par exemple sur les allocations familiales. Si on accepte ce concept là pour les transports, la cantine - chacun paye en fonction de ses revenus -, on sonne aussi la fin de la Sécurité sociale. En gros, on essaye de créditer l'idée que la justice, c'est payer en fonction de ses moyens, et c'est la fin du droit universel. Un fait très éloquent : nous avons reçu la ministre de la Culture cet été, dans le cadre de MP 2013 à Aubagne, et la première chose que le maire, tout fier, lui a fait voir, c'est le réseau de transports gratuits (c'est écrit sur les bus). Et la réponse de Mme Filippetti a été : « *Mais j'aurais honte de monter dans un bus gratuitement alors que j'ai les moyens de pouvoir payer.* » Cette femme est finalement dans une logique qui est aux antipodes de la logique sur laquelle nous travaillons.

Deux courants de pensée prédominent. Il y a une pensée de gauche, qui s'efforce d'imposer des règles sociales au système marchand pour en atténuer la violence. On appelle cela la régulation (tout le XX^e siècle a été dominé par cette pensée de régulation du capitalisme, d'y injecter du social.) Et pour cela, elle s'appuie sur les pouvoirs publics, l'administration, censés représenter l'intérêt général et le protéger contre les intérêts privés. C'est de la redistribution. Dans la pensée de droite, c'est le marché qui est "autorégulateur" et qui assure la meilleure répartition possible, il y a ceux qui s'en sortent et ceux qui tombent. Donc la question de la gratuité n'entre pas dans ces deux catégories. Ni l'une, ni l'autre. Elle ne se soumet pas, c'est clair, aux rapports marchands. Mais elle ne les régule pas non plus. Elle les dépasse. Si l'utilisateur, pour prendre l'exemple des transports publics, peut voyager autant de fois qu'il le veut et sans ticket, la loi du marché n'est pas simplement corrigée, elle est abolie. La gratuité permet de ne plus faire la distinction entre les riches et les pauvres. En attribuant le même avantage, elle s'évite de contrôler et de structurer la hiérarchie des positions sociales.

Il y a deux types de gratuité. Ce que j'appellerais une gratuité d'accompagnement et une gratuité d'émancipation. Une gratuité d'accompagnement du système, à savoir une gratuité pour ceux qui sont pauvres, condescendante, et une gratuité qui permet à tous les dominés, exploités, de s'émanciper de la loi de l'argent. Je dis cela parce qu'il y a 23 villes, aujourd'hui, en France qui pratiquent la gratuité des transports publics. Notre gratuité à Aubagne n'est pas la seule, mais elle est très originale pour deux raisons. La première, c'est que c'est une gratuité dite "ouverte". Il n'y a pas de carte, ni pour les jeunes, ni pour les vieux, ni pour les pauvres. Et elle n'est pas réservée à ceux qui payent les impôts dans la ville. Le Chinois qui vient visiter Aubagne prend le bus gratuitement, il monte et descend autant de fois qu'il le veut, comme un Aubagnais. C'est la gratuité ouverte. Et la deuxième originalité qui me semble être très importante, c'est qu'on n'a pas commencé par introduire la

gratuité. On a commencé par faire un réseau de transports publics extrêmement performant, un maillage très fort sur l'ensemble du territoire, avec des bus dont les plus anciens n'ont pas plus de quatre ans d'âge, alors que dans toutes les villes, on trimballe des bus de plus de dix ans souvent, voire plus. Avec les bus les plus modernes qui soient, avec des agencements qui permettent

On a commencé par faire un réseau de transports publics performant. Et on a greffé la gratuité là-dessus. Le contraire existe dans d'autres villes, où cela devient le transport des pauvres.

qu'il y ait une vie sociale à l'intérieur, où l'on peut discuter, avec des rampes pour les questions de mobilité. Et on a greffé la gratuité là-dessus. Le contraire existe dans d'autres villes, où cela devient le transport des pauvres : il est gratuit certes, mais les dessertes sont mal faites, leur fréquence est mauvaise, et les couches moyennes continuent à se balader avec leur véhicule.

Aujourd'hui, on va plus loin, on met en place (et c'est l'objet d'un très, très grand conflit avec l'opposition et y compris avec une partie de la population) deux grands projets : un projet de tram qui, pour l'instant, couvrira Aubagne mais est destiné à relier ensuite Marseille ; un autre projet, sur une ligne désaffectée de la SNCF nord-sud de l'agglomération, qui va permettre de faire rouler un tram-train destiné à aller d'un côté à Aix, de l'autre côté à Marseille. Ces deux projets seront gratuits. Pourquoi ? Parce que la gratuité des transports, c'est une fréquentation en hausse depuis le 15 mai 2009 de plus de 174 %. Dans toutes les villes, quand la fréquentation augmente de 2 ou 3 %, tout le monde s'en réjouit, et il y a même de nombreuses villes où elle baisse. 174 %, en moyenne, cela veut dire que sur certaines lignes, on est à + 200-250 %. Et comme on ne peut pas ajouter des bus derrière les bus, effectivement on ne peut solutionner cela qu'avec du tram, train-tram et train sur certaines lignes. Pourquoi y a-t-il un débat, assez vif ? Autant je pense que la gratuité des transports telle qu'elle existe est un acquis, aujourd'hui irréversible dans la population aubagnaise, autant rajouter de la gratuité dans ce contexte de crise, avec tous les débats qu'il y a sur la dette, etc., fait que les questions qui ont surgi en 2009 pour les bus reviennent avec encore plus de force. Elles ne mettent pas en cause la gratuité existante mais les nouvelles gratuités que nous préconisons, et notamment le tram. Et la gratuité de la cantine, etc. Il y a, sur le fond de crise actuelle, un débat idéologique extrêmement fort.

Il y a pour la ville-centre Aubagne 47 000 habitants, 103 000 au niveau de la Communauté d'agglomérations, qui recouvre 12 communes. Qui paye ? C'est la question importante. Ce n'est pas l'impôt des ménages, c'est le versement transport des entreprises de plus de 9 salariés. Cela représente 10 % seulement des entreprises de notre territoire. Mais on se met au plus haut niveau que

Les actes du séminaire sont dans **Altercommunisme**

Altercommunisme

n°1 - Le cahier du séminaire Communisme - Séance de lancement, 2 février 2013

Quel cahier des charges pour un séminaire sur le communisme ?

Communisme

Séminaire

Introductions	
<i>De quoi parle-t-on lorsqu'on parle de communisme ?</i> - Laurent Lévy	3
<i>Le communisme comme mouvement réel</i> - Nicole-Edith Thévenin	8
Interventions	
<i>Où et comment regardons-nous ?</i> - Stéphane Lavignotte	13
<i>Un contre-récit ?</i> - Laurent Eyraud-Chaume	14
<i>Rapports d'exploitation et appareil d'Etat : deux points cardinaux</i> - Pierre Zarka	15
<i>Un besoin de politique nouvelle</i> - Catherine Tricot	18
<i>Dépassement, rupture : du "déjà-là" au "jamais-vu"</i> - Makan Rafatdjou	19
<i>Partout et sans limite, la question du communisme...</i> - Jean Brafman	22
<i>Avec le communisme, toutes les questions sont sur la table</i> - Gilles Alfonsi	23
<i>Parler du communisme pour être entendu</i> - Pierre Cours-Salies	26
<i>Altercommunisme</i> - Philippe Sterlin	30
<i>Du dessin au dessin</i> - Yves Laverne	35
<i>Aliénation, émancipation, révolution : Marx et Freud</i> - Nicole-Edith Thévenin	37
<i>S'arracher de ce qui va de soi</i> - Pierre Zarka	39
<i>Que produisons-nous ?</i> - Stéphane Lavignotte	41
<i>L'incontournable question du dépérissement de l'Etat</i> - Laurent Lévy	43
<i>Un pouvoir radicalement démocratique</i> - Pierre Cours-Salies	44
<i>12 millions de créatifs politiques dans la métropole francilienne</i> - Makan Rafatdjou	45
<i>Pour améliorer le quotidien, "dépérissement de l'Etat" ?</i> - Patrick Vassallo	47

Note intention du séminaire "Communisme". Initié par l'Association des communistes unitaires, ce séminaire a pour objet d'être un espace de travail et de débat entre des femmes et des hommes désireux de penser et de faire vivre le communisme du 21^e siècle, et un lieu ouvert à ceux qui souhaitent dialoguer avec eux.

Si la transformation révolutionnaire de la société ne s'écrit pas à l'avance dans son menu, si elle ne peut être livrée clés en mains à ceux qui n'en seraient dès lors que ses bénéficiaires, il n'empêche qu'elle ne se fera ni par la volonté du Saint-Esprit, ni par simple coïncidence des différentes luttes populaires. Une pensée - théorie du "dépassement", en même temps que des expérimentations et des pratiques, est nécessaire.

Nous nous inscrivons dans la continuité du courant historique communiste dans ce qu'il a porté de meilleur au cours des siècles : combat contre toutes les oppressions et toutes les aliénations, combat pour l'égalité - de la Commune aux luttes populaires contre le colonialisme, de l'exigence du droit de vote des femmes à la lutte contre tous les racismes... - combat contre toutes les dépossessions et contre la marchandisation de tout. (suite p. 2)

Altercommunisme

n°2 - Le cahier du séminaire Communisme - Deuxième séance, 30 mars 2013

Qu'est-ce que l'aliénation ? Comment s'émanciper ?

Communisme

Séminaire

Introductions	
<i>Classes, lutte de classes, rapport d'exploitation</i> - Pierre Zarka	3
<i>Rapports d'exploitation, rapports d'oppression et lutte des classes</i> - Francis Sittel	6
Interventions	
<i>Lutte des classes et situations d'oppression</i> - Paule Ménaheim	8
<i>FSM : le déficit d'analyse du système d'exploitation</i> - Bernard Calabuig	8
<i>Construire dans la réalité d'aujourd'hui</i> - Jacqueline Rouillon	9
<i>Contre l'idée d'une contradiction qui dominerait les autres</i> - Laurent Lévy	10
<i>La démocratie, une conquête permanente</i> - Marc Lacresse	11
<i>Déplacements de l'antagonisme des classes sociales</i> - Jean-Claude Mamet	12
<i>Il faut nommer les choses</i> - Leo Landau	13
<i>Ouvrir le débat sur toutes les dimensions</i> - Jean Brafman	14
<i>Assumer des ruptures avec notre propre culture...</i> - Gilles Alfonsi	15
<i>Comment se forme la classe ?</i> - Stéphane Lavignotte	17
<i>Distinguer, relier et unir exploitation et domination</i> - Jacques Bidet	19
<i>Problèmes de l'individualité et de la centralité du combat de classe</i> - Francis Sittel	21
<i>Le champ des rapports d'exploitation</i> - Pierre Zarka	22
<i>La domination au singulier</i> - Patrick Darré	23
<i>Au plus profond de l'intime</i> - Daniel Rome	24
<i>Nommer nos ennemis... et nos amis</i> - Catherine Destom-Bottin	25
<i>Et la domination culturelle ?</i> - Guillaume Attencourt	25
<i>Des droits pour tous</i> - Pierre Cours-Salies	26
<i>Démocratisation radicale et cohérence émancipatrice</i> - Bruno Bessière	28

Ce deuxième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la deuxième séance du séminaire Communisme, le 30 mars 2013, animée par Philippe Sterlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.communistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pison

www.communistesunitaires.net

la loi autorise sur le versement transport, calculé sur la masse salariale. Et quand on dépasse les 100 000 habitants dans une aggro, quand on est sur des projets de transports publics en site propre, on peut passer à 1,6 % de la masse salariale. Soit 8 millions et demi, ce qui règle complètement la question de la gratuité.

Les entreprises ne s'en plaignent pas trop. Parce qu'une zone d'activités qui est bien desservie, des salariés qui arrivent à l'heure, moins de voitures, finalement, tout le monde y trouve quand même son compte. Mais, première parenthèse, un des objectifs du MEDEF aujourd'hui est de supprimer ce versement transport. Deuxième parenthèse, avec le débat sur la métropole,

Aubagne est un laboratoire d'un communisme municipal de type nouveau, qui ne passe pas seulement par les investissements classiques, mais aussi par la recherche de pratiques politiques nouvelles.

la première déclaration de Mennucci à Marseille a été de dire qu'au nom de l'égalité de traitement, il faudrait, dans le cadre de la métropole, qu'Aubagne renonce à sa gratuité. Au nom de l'égalité des traitements ! Donc on voit bien qu'il y a des enjeux extrêmement forts.

La gratuité, en termes de comptabilité publique, ça n'existe pas. On n'a pas le droit de faire de la gratuité dans ce pays. Parce que dans le service public, quand il y a un service rendu, il faut toujours qu'il y ait une recette. Depuis 2009, on va de procès en procès ; on les a gagnés sur le fond, mais on a encore des recours et un procès à venir. Une ville voisine dans l'agglo vient de faire sa propre régie eau ; pour pouvoir faire la gratuité et éviter toutes les tracasseries administratives, elle a été obligée de mettre le m³ d'eau à quelques centimes. C'est quasiment gratuit, mais il faut qu'il y ait un prix. Ce qui s'oppose à la gratuité n'est qu'idéologique. Si on prend des villes de petite strate, un peu comme Aubagne, si on regarde ce que coûtent les contrôleurs, l'équipement des bus en appareils pour composer les billets, l'édition et les points de vente des billets, etc., la billetterie, par endroits, ne rapporte rien. Et quand je vois à Marseille les bus avec ces grandes affiches "la fraude coûte tant", je me dis qu'ils n'ont qu'à introduire la gratuité ! Si on fait le total de tous les aspects, on voit que ce n'est qu'idéologique.

Je veux insister sur un autre point, c'est la modification dans la vie quotidienne que cela entraîne. On ne pratique pas la gratuité des transports publics à Aubagne uniquement pour des raisons écologiques. Bien sûr, cela fait moins de voitures dans la ville, ce n'est pas rien ! Sur la dernière enquête que l'on a faite, à la question "si la gratuité n'existait pas, vous auriez pris votre voiture pour ce déplacement ?", 35 % répondent oui. On se demande souvent ce que l'on peut faire dans les villes. Le pouvoir

d'achat, par exemple, ce n'est pas du ressort des élus locaux. Eh bien, la gratuité, c'est redonner indirectement du pouvoir d'achat. Dans une ville comme Aubagne (où le ticket n'était pas cher), pour une famille de quatre personnes qui prennent deux fois par jour les transports, cela représente 60 euros par mois. C'est un petit caddie, cela fait quand même 740 euros par an, c'est beaucoup plus que les petits coups de pouce au SMIC. On recrée donc du pouvoir d'achat. La gratuité (on a davantage de chiffres fiables là-dessus), c'est le renoncement pour un grand nombre à la deuxième voiture, soit une économie de 5 000 euros par an. On peut, quand on cherche de l'alternative au niveau des collectivités territoriales, creuser de nouveaux sillons, y compris sur des questions qui nous semblaient complètement inaccessibles, en pensant qu'elles étaient du seul ressort de l'État. La gratuité, c'est aussi la réappropriation des centres villes, et il y a là de l'induit économique parce que c'est davantage de gens dans les cinémas, dans les commerces, sur les terrasses. Et enfin, il y a des frais fixes dans les transports. Avant la gratuité, un déplacement nous coûtait 4,05 euros. Aujourd'hui avec plus 174 % de fréquentation, un déplacement nous coûte à peine 2 euros. C'est-à-dire qu'il y a une rentabilité de l'investissement que l'on ne retrouve dans aucune logique marchande à ce niveau là.

On a décidé de traiter les transports en commun comme on traite tous les espaces publics. Quand il y a plus de 8 000 personnes par jour qui se déplacent dans les transports en commun, eh bien, nous parlons bien d'espace public. Nous sommes allés prendre des idées en Amérique latine. Dépense pour dépense, nous avons mis dehors l'Agence de notation, qui nous coûtait fort cher tous les ans pour nous dire qu'il fallait arrêter les transports publics gratuits et les investissements parce que nous étions endettés. Eh bien, nous avons commencé par faire des économies en la renvoyant, ce qui nous a fait économiser quelques dizaines de milliers d'euros par an, investis autrement, en billet de train, d'avion, pour aller voir ailleurs, trouver des idées. C'est pour cela que je trouve que cette ville est un véritable laboratoire d'un communisme municipal de type nouveau, qui ne passe pas seulement par les investissements classiques (crèches, etc., ce qui existe bien sûr aussi), mais qui passe plus par la recherche de pratiques politiques nouvelles.

Nous sommes donc allés chercher des idées d'animation dans les bus. On y fait plein de choses, on y raconte des poèmes, on y fait du théâtre invisible, on y organise des jeux où les enfants de toutes les communes peuvent faire des jeux de piste en bus, en se mélangeant, en découvrant les villages d'à côté. On essaye de traiter cela comme un espace public à animer parce qu'on y passe du temps, et que le déplacement, ce n'est pas seulement de la contrainte, le déplacement, c'est bien. Il faut faire accepter cette philosophie (aux chauffeurs de bus d'ailleurs, quand on a lancé la gratuité) : c'est bien de se déplacer aussi longtemps qu'on le veut. Un exemple très concret. J'ai une fille de 14 ans qui est au collège ; parfois,

il y a une heure de coupure dans la journée, pas suffisamment pour rentrer à la maison, et les ados n'aiment pas rester dans le collège quand ils n'ont pas cours. Alors, quand il fait froid l'hiver, avec les copines, elles font un tour de bus pour passer l'heure avec ses animations et puis elles reviennent au collège. Et c'est gratuit. Et pour que le bus serve à cela, il a fallu batailler parce que cela pouvait sembler une aberration ; un bus, normalement, c'est fait pour se déplacer pour aller travailler, ou pour aller à un endroit très précis.

Une chose intéressante, c'est que dans les 23 villes concernées en France, la gratuité y est pratiquée de façon différente, avec plus de villes de droite que de villes de gauche. Elles le font, pour l'essentiel, non pas selon la philosophie menant de "à chacun selon ses capacités", à "à chacun selon ses besoins", mais pour des raisons écologiques, d'embouteillages, etc. Ou d'autres raisons : quand le maire de Châteauroux a décidé d'introduire la gratuité, il avait regardé combien de gens utilisaient son réseau de transport : pratiquement personne. Il avait deux solutions, soit fermer ce réseau, soit le rendre gratuit, et voir. Châteauroux a opté pour la gratuité. Les chiffres de fréquentation sont plus bas que les nôtres (parce qu'ils n'entretiennent pas le réseau), mais enfin, ils ont réglé la question d'un investissement inutile.

Il y a un peu plus de 40 villes en Europe qui sont en réseau sur la gratuité des transports publics, avec de nombreuses réunions. Magali Giovannangelli - communiste unitaire et présidente de l'Agglo -, en est la présidente. Et il y a une présidence administrative (une co-présidence), c'est la ville de Tallinn, en Estonie, qui pratique depuis le 1^{er} janvier 2013 la gratuité des transports publics (bien payée par l'impôt parce que ce sont des libéraux !). Nous allons accueillir l'ensemble de ce réseau. Nous avons été invités, en un an et demi, dans une quarantaine d'endroits pour faire des débats sur la gratuité des transports, à l'initiative d'élus qui réfléchissent enfin, à l'initiative d'associations, ou pour le Front de gauche,

les syndicats, etc. Nous voudrions réunir l'ensemble de tous ceux qui sont intéressés par les questions de gratuité des transports publics mais plus largement par le champ de gratuité, à Aubagne, au mois de novembre prochain, dans une grande assemblée, la première grande assemblée de caractère européen sur les questions de gratuité. Cela se fera dans une très grande diversité, il y aura tout à la fois la pensée communiste et la pensée libérale, je pense que cela peut être bien de discuter de ces choses là. Sous une condition bien sûr c'est que nous soyons réélus, mais nous faisons tout pour cela ! ♦

Bernard Calabuig

Depuis la tenue de la séance du séminaire, la ville d'Aubagne et l'agglomération sont tombés dans l'escarcelle de la droite à la dernière élection municipale. À présent aux affaires, la nouvelle présidente de l'Agglo donne pour consigne de faire enlever le mot gratuité de tous les documents publicitaires, en le remplaçant par l'expression "accessible à tous". Difficile, pour l'instant, de remettre en cause la gratuité effective, même si des rumeurs circulent à ce propos.

B. C.

cerises
ROUGE, AIGRE-DOUX

POUR ABONNER VOS PROCHES
c'est gratuit, c'est simple et c'est ici :
<http://plateformecitoyenne.net>

La gratuité et le mieux vivre, nouveaux chemins de l'émancipation



Paul Ariès

Je n'ai pas le fétichisme du vocabulaire, si on n'aime pas le terme de gratuité, on peut lui préférer celui de liberté d'accès, de *free* comme disent les Anglo-Américains. On peut même parler simplement d'extension du principe de sécurité sociale, à la façon de Bernard Friot. Mais le terme de gratuité a un grand mérite, c'est qu'il interfère avec les pratiques des jeunes. Pensez à ces systèmes d'échanges de fichiers informatiques, aux logiciels libres.

La défense de l'extension de la sphère de la gratuité n'est pas un débat franco-français. Ce n'est pas non plus simplement une lubie de riches : ceux qui parlent le mieux de gratuité, ce sont les pays du Sud, autour du débat sur la défense du bien commun. Ils ne le font pas par un quelconque atavisme mais en raison de la vivacité des cultures populaires. La gratuité est, bien sûr, la bête noire du libéralisme et notamment de la contre-révolution conservatrice, mais ce refus de la gratuité est aussi la bête noire de toute la tradition productiviste à gauche. Et c'est logique parce que la gratuité ne cadre pas avec la logique économiciste, celle du "plus = mieux", nécessairement. C'est-à-dire que ce refus de la gratuité à gauche, c'est l'incapacité à penser un autre type de société, à penser le passage de ce qu'on pourrait appeler une jouissance d'avoir, d'emprise, d'accumulation à une jouissance d'être qui tire toutes les leçons du fait que l'être humain est d'abord un être social. Bernard Calabuig l'a dit, la gratuité fait débat au sein de la gauche et même du Front de gauche (C'est l'un des deux grands points de désaccord, avec la question du nucléaire.)

Je voudrais dire quelques mots des tarifs sociaux. Les tarifs sociaux, ce n'est pas simplement la logique de stigmatisation des plus pauvres. Toutes les enquêtes que l'on a pu réaliser avec Emmaüs ou ATD Quart Monde

montrent que la tarification sociale repose sur l'ignorance des usages populaires. C'est-à-dire que les milieux populaires ne payent pas les abonnements, même à un tarif social, parce que ça reste trop cher de payer d'un coup, et ils achètent les tickets à l'unité. De la même façon, l'adoption des tarifs sociaux de l'énergie a abouti à une augmentation de la facture des plus pauvres, puisque pour obtenir ces tarifs sociaux, il faut déclarer son état de pauvreté, et donc les pauvres, comme tout consommateur d'énergie, payent un tarif augmenté. Par

Le vrai scandale, ce sont les droits sociaux non mobilisés puisqu'on sait que ces droits sociaux non mobilisés représentent plus de six fois ce qu'on appelle la fraude sociale.

rapport aux tarifs sociaux, par rapport à ce regard que l'on peut porter sur les pauvres, il faut rappeler que le vrai scandale aujourd'hui, ce n'est pas la fraude sociale. Le vrai scandale, ce sont les droits sociaux non mobilisés puisqu'on sait que ces droits sociaux non mobilisés représentent plus de six fois ce qu'on appelle la fraude sociale.

La question de la gratuité fait retour aujourd'hui dans le débat international pour deux raisons, une raison matérielle et une raison politique. La raison matérielle, c'est que nous sommes de plus en plus nombreux à être convaincus que la planète est déjà bien assez riche pour permettre à sept ou huit milliards d'humains de vivre bien. Je rappellerai simplement deux chiffres : l'ONU ne cesse de rappeler qu'il suffirait de mobiliser 40 milliards de dollars par an pendant 25 ans, pour régler le problème de la faim dans le monde. Et l'ONU ajoute qu'il suffirait de mobiliser 80 milliards de dollars par an, toujours pendant 25 ans pour régler le problème de la grande pauvreté. Ces 40 ou ces 80 milliards, on ne les trouve pas. Mais le budget officiel de l'armement, c'est 1 500 milliards de dollars ; le marché publicitaire mondial, 800 milliards de dollars ; et ce que l'on appelle le produit international criminel mondial, l'argent sale, 1 000 milliards de dollars. Soit 10 à 15 % du PIB mondial. Pensez que le gaspillage alimentaire aux États-Unis représente 100 milliards de dollars, le double de ce qui est nécessaire pour régler le problème de la faim dans le monde.

Et puis, il y a également un fondement idéologique, politique, à cette marche vers la gratuité. Je suis aujourd'hui très à l'écoute de tous ces gros mots qui se cherchent à l'échelle mondiale pour dire les nouveaux chemins de l'émancipation. En Amérique du Sud, on parle du "mieux vivre" ou du "bien vivre". Dans la philosophie négro-africaine de l'existence, on parle du "plus

vivre", en Inde on parle de la "vie pleine". Vie pleine, plus vivre, bien vivre, autant de façons de dire qu'il faut chercher la solution aux problèmes sociaux en dehors de la logique du "toujours plus". Et comme le dit Alberto Acosta, ancien Président du Conseil constitutionnel de l'Équateur, l'un des pères du mouvement du "bien-vivre", le bien vivre, ce n'est pas le bien-être au sens de la société d'hyper-consommation.

Nous sommes toujours prêts à admettre de tirer des leçons de ce qui vient du Sud lointain. Mais, souvent, on regarde avec moins de sympathie ce qui nous vient de nos propres pauvres et des régions périphériques. Je rentre juste de Martinique. La Région Martinique en tant que telle va lancer ce qu'elle nomme le plan d'action pour le développement - Quelle Martinique dans les trente ans ? - L'idée de base, c'est que le mythe de la croissance, de gauche ou de droite, n'a donné que du mal développement à la Martinique. Et la première idée forte de ce plan d'action, c'est l'autonomie. Avancer vers l'autonomie dans tous les domaines, alimentaire, énergétique, en matière de pharmacopée. La deuxième idée forte, c'est de faire de l'économie sociale et solidaire le principal levier de la vie martiniquaise. Et enfin, le fil rouge, c'est de dire qu'il faut prendre appui sur ce qu'il peut subsister des formes pré-capitalistes d'existence : l'importance des mutuelles, des coopérations, de l'entraide, du jardin créole, pour faire de ces formes pré-capitalistes des formes post-capitalistes. Et au sein de ces ingrédients, la question de la gratuité est un enjeu essentiel. La question de la gratuité des transports en commun est un exemple, mais aussi la question de la gratuité des usages. Si on veut avancer vers l'autonomie alimentaire en Martinique, 92 % des terres agricoles appartiennent à 6 % de la population. Laissons-leur le droit de propriété puisqu'ils aiment ça, mais développons des droits d'usage.

Si l'on veut prendre au sérieux la gratuité, c'est parce que la gratuité des biens communs, des services publics - commençons par les services publics municipaux, mais il y a aussi une perspective d'étendre cette gratuité aux

services publics nationaux, européens, et pourquoi pas mondiaux -, c'est une réponse à la fois d'urgence sociale, écologique, politique et anthropologique.

La gratuité, c'est un début de réponse à la question sociale, c'est un pouvoir d'achat non monétaire qui est donné. C'est là où on n'est pas simplement dans l'accompagnement du système mais dans le début d'une autre société.

Donc, tout d'abord, la gratuité comme réponse à l'urgence sociale. Je crois qu'à gauche on ne prend pas assez conscience du basculement historique. Le grand phénomène majeur du XX^e siècle, c'était le développement des classes moyennes, et cela n'a pas été avant tout l'accès à la société de consommation. La société de consommation, c'est avant tout la casse d'autres façons de vivre des cultures populaires, des cultures rurales et traditionnelles. Eh bien, le grand phénomène majeur de ce début du XXI^e siècle, comme le disent un certain nombre de sociologues, c'est la dé-moyennisation de la société, la fin programmée des classes moyennes - cette génération des bac + 5 à 1 000 euros, s'ils ont la chance (parce que c'est devenu une chance) d'avoir un emploi, et s'ils ont la chance d'être nés du bon côté de la Méditerranée. La gratuité, c'est un début de réponse à la question sociale, parce qu'effectivement, comme l'a dit Bernard, c'est un pouvoir d'achat qui est donné. Mais j'ajouterai que c'est un pouvoir d'achat non monétaire. Et c'est là où, effectivement, on n'est pas simplement dans l'accompagnement du système mais dans le début d'autre chose, dans le début d'une autre société.

Poser la question de la gratuité nous permet peut-être aussi de revisiter en partie l'histoire qui a été celle du communisme. J'aurais tendance à dire un peu rapidement que nous n'avons pas mené la lutte des classes dans le domaine de la consommation. Nous avons trop facilement accepté comme allant de soi les styles de vie,

+ D'INFO



communistes unitaires

www.communistesunitaires.net

blogs.mediapart.fr/communistes-unitaires

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX

www.cerisesenligne.fr

LA
FASE
Fédération
pour une alternative
sociale et écologique

MEMBRE DU
FRONT
DE GAUCHE
ENSEMBLE!
MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ÉCOLOGISTE ET SOLIDAIRE

www.ensemble-fdg.org

les modes de vie qui étaient ceux du capitalisme. Je rappellerai que Benoît Frachon, le secrétaire général de la CGT, déclarait en 1963 au Congrès confédéral : « *Si nous acceptons la civilisation de la voiture, nous aurons le mode de vie américain qui va avec.* » Imagine-t-on aujourd'hui un secrétaire général tenir ce type de propos ? il passerait inévitablement pour un foldingue. C'est la preuve que beaucoup de ketchup a coulé dans nos têtes. Il est important de montrer comment l'Union soviétique, autour de 1923, a abandonné à la fois l'objectif d'égalité salariale, le principe de gratuité en même temps qu'on faisait l'éloge du productivisme et du taylorisme, et en même temps que les dernières expériences de démocratie à base de soviets étaient remplacées par le stali-

Il y a deux façons de faire de la politique. Soit en jouant sur la peur et sur la haine, et c'est la brunisation certaine de l'Europe. Soit en misant sur l'espoir, sur l'utopie en inventant un écosocialisme, un écocommunisme du XX^e siècle.

nisme. Je crois qu'il y a un lien intime entre l'ensemble de ces problèmes. Je crois que la gratuité, c'est une autre conception du socialisme, ce que j'avais appelé faute de mieux dans un bouquin "le socialisme gourmand contre le socialisme de la misère". La gratuité, c'est de dire que nous n'avons pas à être du côté du sacrifice, des générations sacrifiées, de l'austérité. Qui dit sacrifice dit toujours nécessité d'un appareil idéologique et répressif pour gérer le sacrifice. Les Églises ont toujours promis le paradis céleste, et on a connu l'Inquisition, le fondamentalisme, l'intégrisme ; le socialisme réellement existant promettait le paradis terrestre pour après-demain matin, et on a connu le goulag. Donc ne campons pas du côté de la récession, de l'austérité, mais au contraire, comme le disent les Sud-Américains, du côté de la grande vie, du côté du bien vivre ! Je ne crois plus aux lendemains qui chantent parce que je veux chanter au présent. Et quand je dis que je veux chanter au présent, cela renvoie bien à ces capacités, qui sont déjà les nôtres, de construire dès maintenant une société fraternelle.

La gratuité, c'est aussi pour moi l'une des modalités de la transition écologique, donc une réponse à la crise écologique. Nous savons tous que nous dépassons mondialement chaque année vers le 22 août les capacités de régénération de la planète. Tout ce que l'on produit et tout ce que l'on consomme après le 22 août se fait au détriment des générations futures et des plus pauvres. Mais le 22 août, c'est une moyenne qui cache bien sûr des situations différentes. Un Nord-Américain dépasse les capacités de régénération de la planète mi-février, un Allemand mi-mars, un Français mi-avril. La question de la gratuité peut être une des façons d'interroger nos modes de vie. Il ne s'agit pas de rendre tout gratuit, il s'agit peut-être d'apprendre déjà à différencier les usages. Pourquoi est-ce que je paye mon eau le même prix pour faire mon ménage (gratuité du bon usage) et

pourquoi je payerai le même prix pour remplir la piscine privée (renchérissement voire interdiction du mésusage). Ce qui vaut pour l'eau vaut pour l'ensemble des biens communs. Donc ce paradigme, gratuité du bon usage/renchérissement du mésusage, me semble être à même de lier le social et l'écologique. J'ajouterais qu'il n'y a pas de définition moraliste ni scientifique de ce qu'est le bon ou le mauvais usage. Mais la définition est politique. Ce que les gens choisissent d'en faire. Et apprendre à redifférencier les usages, c'est aussi sans doute le meilleur chemin pour faire primer la valeur d'usage sur la valeur d'échange.

La gratuité n'est pas seulement la réponse à la crise sociale, à la crise écologique, c'est aussi un début de réponse à la crise politique. La gauche internationale aujourd'hui, à l'exception sans doute du continent sud-américain, est largement aphone. Nous manquons de grands projets, parce que nous ne nous sommes pas remis de la double tragédie qui était d'un côté le stalinisme et de l'autre la social-démocratie reconvertie en social-libéralisme (j'aurais presque envie d'ajouter en deuxième "droite".) Cette absence de grands projets émancipateurs, finalement, fait le lit de la montée de l'extrême droite. Et je pense qu'aujourd'hui particulièrement, il y a deux façons de faire de la politique. Soit en jouant sur la peur et sur la haine, et c'est la brunisation certaine de l'Europe. Soit en misant sur l'espoir, sur l'utopie en inventant un écosocialisme, un écocommunisme du XX^e siècle. Et à ce moment là, oui, la question de la gratuité prend toute sa place.

Et puis, j'ajouterai une quatrième dimension. La gratuité, c'est la réponse à la crise sociale, à la crise écologique et à la crise politique, mais aussi à la crise anthropologique. Le capitalisme, c'est foncièrement trois choses : un système d'exploitation du travail qui repose aussi sur le pillage de la planète. Cela les gauches et l'écologie savent encore relativement bien le dénoncer (même si, par exemple, notre mode de vie est tributaire du colonialisme, et du néocolonialisme). Mais ce n'est pas que cela. Le capitalisme, c'est aussi l'imposition de modes de vie, de styles de vie particuliers, avec des produits spécifiques. Et là, nous avons largement perdu à gauche, et même dans l'écologie, cette critique des modes de vie capitalistes. Je prends un exemple tout bête : regardons comment les comités d'entreprise, qui avaient auparavant dans le domaine de la culture une vraie production autonome, sont devenus des sous-traitants de la FNAC. Regardons comment, en matière de tourisme, beaucoup de comités d'entreprise fonctionnent de la même façon que les marchands de voyage : toujours plus loin pour toujours moins cher. C'est en train de changer, une association s'est créée, Accueil Paysan, pour réinventer un autre tourisme social et qui passe des accords avec de gros CE comme celui d'EDF. Donc ça bouge.

Mais le capitalisme, ce n'est pas non plus que cela, ce n'est pas qu'un système d'exploitation, que l'imposition de styles de vie, c'est une troisième chose, sans quoi le système se serait effondré depuis longtemps. Le capita-

lisme est aussi une réponse à nos angoisses existentielles, à la peur de mourir, au sentiment de finitude. Et cette réponse, c'est le toujours plus, toujours plus de richesse économique, toujours plus de pouvoir sur les autres, sur la nature. Et tant que nous n'aurons pas, nous, d'autres dissolvants d'angoisses existentielles à opposer à ceux du capitalisme, on n'y arrivera pas. Et ces autres dissolvants des angoisses, eh bien, c'est le don, c'est le partage, c'est la gratuité. Je parlais tout à l'heure du fameux plan d'action pour le développement de la Martinique, lancé par la Région Martinique et son président, le député Serge Letchimy, le patron du Parti du peuple martiniquais, le parti d'Aimé Césaire. Le plan d'action pour le développement de la Martinique a deux mots d'ordre : "bien vivre" et "beau vivre". Le directeur scien-

Quand on parle de gratuité, c'est toujours d'une gratuité construite, parce que la gratuité a un coût. La gratuité, c'est le bien et le service débarrassés du prix, mais pas du coût.

tifique du plan d'action est un poète, Patrick Chamoiseau. Il y a beaucoup à apprendre sur la place qu'il faut accorder à la poésie et à la re-poétisation de nos existences, et la gratuité, me semble-t-il, en fait partie.

Bernard l'a dit, quand on parle de gratuité, c'est toujours d'une gratuité construite, parce que la gratuité a un coût. La gratuité, c'est le bien et le service débarrassés du prix, mais pas du coût. C'est une gratuité économiquement construite, ce qui pourrait contribuer à dédramatiser la question de l'impôt. C'est une gratuité culturellement construite, on ne naît pas bon petit consommateur, il faut généralement deux générations pour faire de bons petits consommateurs, eh bien, il n'y a pas de société de marché sans culture de marché. Et il n'y aura pas de société de la gratuité sans culture de la gratuité (c'est un beau projet pour l'école du XXI^e siècle). Et puis, c'est une gratuité politiquement construite. J'aime bien ces maires qui interpellent la population et qui disent : Compte tenu des moyens limités qui sont les nôtres, est-ce que vous préférez que l'on maintienne la gratuité du stationnement pour les voitures, ou est-ce que vous préférez qu'on adopte, par exemple, la gratuité des transports en commun ou de l'eau vitale ? Je peux déjà vous assurer que cela remplit les salles. Poser ce type de question, faire de la politique de cette manière en partant du vécu, du quotidien, de l'ordinaire, cela rend le sentiment de compétence. Et il ne faut pas oublier que la vraie démocratie, c'est toujours postuler la compétence des incompetents. C'est partir du principe que l'expertise de Mr et M^{me} Tout le monde, de l'usager, vaut bien celle du spécialiste. Et dire cela n'est pas faire de la démagogie, c'est rendre au spécialiste sa vraie fonction, qui est toujours de montrer qu'il y a des alternatives, des choix, de montrer qu'il y a des conséquences. Et ensuite, c'est à la population de choisir. Les villes qui se sont engagées dans cette démarche participative remplissent les salles. Mais ensuite, on l'a vu par exemple dans la ville de Grigny, la

population peut très bien choisir de conserver plutôt la gratuité du stationnement pour les voitures que la gratuité de la restauration scolaire, c'est le droit des gens, et c'est mon droit de continuer à dire qu'ils se trompent et à mener le combat.

Lorsqu'on a réuni le premier forum national sur la gratuité des services publics, il y a maintenant cinq à six ans, avec la communauté d'agglomérations des Lacs de l'Essonne, nous avons tous été époustouffés par la richesse des expérimentations. Il y a aujourd'hui une centaine de villes qui pratiquent la gratuité de l'eau vitale (ainsi que la gratuité des abonnements, ce qui correspond à la recommandation de l'OMS). Il y a des villes qui pratiquent la gratuité des transports en commun urbains. Il y a d'autres villes, beaucoup plus, depuis longtemps, qui pratiquent la gratuité des services culturels. Il y a celles qui pratiquent la gratuité de la collecte et du traitement des ordures ménagères. C'est important parce que la loi Grenelle va rendre obligatoire le paiement au kilo, avec une petite puce électronique sous la poubelle. On sait déjà que le bilan écolo est effroyable, puisque cela multiplie les dépôts sauvages et les incinérations sauvages. Et l'on sait aussi que c'est socialement injuste puisque la poubelle d'un milieu populaire est de 23 % supérieure à celle des bobos. Pourquoi ? Parce qu'ils n'achètent pas les mêmes types de produits, ni au même endroit. Et donc là encore, posons le principe de la gratuité de la collecte et du traitement pour ce qui correspond à une consommation de déchets normale, et renchérissons, augmentons pour ce qui est du gaspillage.

Autres formes de gratuité, la restauration scolaire ou les services funéraires. La gratuité des services funéraires, la première ville à l'avoir expérimenté, c'est Mouans-Sartoux. Regardons comment le capitalisme a évacué la mort pour pouvoir se déployer totalement. Non seulement on n'a plus le droit d'être malade, on n'a pas le droit de vieillir, mais il faut se cacher pour mourir. Remettons la mort au centre de la ville, non pas pour être morbides, mais pour être pleinement jouissifs. Politiquement, comment faire ? Le débat sur la fin de vie, mais aussi, pourquoi pas, cette fameuse gratuité du service funéraire, être au moins égaux devant la mort, on n'a pas peut-être plus de chance de pouvoir l'être dans la vie. Avec Mouans-Sartoux, lorsqu'on avait imaginé cette gratuité des services funéraires, on n'a pas voulu que cela se passe comme un enterrement de pauvres. Donc il s'agissait déjà d'offrir une offre diversifiée. Il s'agissait aussi de mettre en place un accompagnement social, psychologique. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas de rendre gratuit nécessairement des services existants. Il s'agit de les repenser, de les bonifier. Je parlais de restauration scolaire, il ne s'agit pas de prendre la même restauration que la Sodexo et de la rendre gratuite. Il faut aller à une cuisine faite sur place, servie à table, relocalisée, re-saisonnalisée, moins gourmande en eau, moins carnée, assurant la biodiversité.

Donc poser la question de la gratuité, c'est poser celle du contenu du service public et du contrôle sur ce service

public. Peu importe par quoi une population, une ville commence en fonction des priorités locales. Ce qui est sûr, c'est qu'on y prend très vite goût. Et qu'une ville commence par l'eau, par les transports, par un service funéraire, très vite se pose la question de l'extension de cette sphère de la gratuité. Et j'avoue, effectivement, ne pas comprendre cette gauche qui refuse la gratuité, par exemple des transports en commun publics, avec l'argument qu'a cité Bernard : que ceux qui peuvent payer doivent payer et gratuité pour les chômeurs. Si on accepte ce discours pour les transports en commun, pourquoi ne pas l'accepter pour l'éducation, la santé ?

Je ne comprend pas cette gauche qui refuse la gratuité des transports avec l'argument que ceux qui peuvent payer doivent payer. Si on accepte ce discours pour les transports, pourquoi ne pas l'accepter pour l'éducation, la santé ?

Il y a bien deux conceptions de la gratuité. Il y a une gratuité d'accompagnement du système, la gratuité pour les naufragés, et cette gratuité là ne va jamais sans condescendance : Est-ce que vous êtes un pauvre méritant ? Elle ne va jamais sans flicage : Est-ce que vous êtes un vrai demandeur d'emploi ou un salaud de feignant ? Et puis il y a une deuxième gratuité, une gratuité d'émancipation. Et ce qui est beau avec l'école publique, c'est qu'on ne demande pas au gamin s'il est gosse de riche ou gosse de pauvre, il est admis en tant qu'enfant. Et pourquoi ce qui est vrai pour l'école ne pourrait pas l'être pour les trois autres grands piliers qui permettent d'exister ? La santé (c'est déjà largement réalisé), mais aussi le logement social (rappelez-vous le débat lancé il y a quelques années dans le PC sur ces questions là), et même l'alimentation.

Vous savez que l'Europe a coupé cette année dans les budgets pour l'aide alimentaire. L'aide alimentaire, déjà, on n'aime pas trop parce que c'est une réponse à une urgence, cela ne règle rien et permet à de grandes firmes de se payer une moralité à bas coût ; et on trouve dans l'aide alimentaire toute la malbouffe qu'on n'aime pas. Donc on s'est posé la question de savoir si l'aide alimentaire et, par extension, la restauration sociale, scolaire, d'entreprise, hospitalière, pénitentiaire ne pouvaient pas être un excellent levier de transformation de la société. Et pour le numéro de juin du mensuel Campagnes solidaires de la Confédération paysanne, on s'est payé une petite provocation. On s'est dit : Imaginons qu'on veuille rendre gratuite l'alimentation de 60 millions de Français, combien cela coûterait ? On ne s'est pas cassé la tête, on a pris les chiffres officiels : 4,3 fois le budget de l'armée. Oui, c'est beaucoup. Mais entre le rien gratuit et le tout gratuit il y a un chemin, et c'est ce chemin qu'il me semble aujourd'hui important de pouvoir emprunter.

Et je terminerai en disant que pour avoir depuis maintenant 10 ou 15 ans multiplié les initiatives, les rencontres

sur la question de la gratuité, notamment auprès des plus jeunes, je crois que cela ne peut que contribuer à renouveler le répertoire de gros mots nécessaires pour faire de la politique, parce que pour pouvoir rêver, pour pouvoir penser, pour pouvoir agir, il faut avoir des mots. Or, un certain nombre de mots qu'on a pu utiliser au XX^e siècle ont été salis par les tragédies qu'on connaît. Donc cela contribue à ce renouvellement du répertoire. Et puis, c'est aussi en prise directe avec des choses qui s'inventent, avec des choses qui s'expérimentent. J'approuve complètement le bouquin d'un philosophe communiste, Laurent Paillard, qui vient d'être publié, qui s'appelle *La gratuité intellectuelle*. Et qui montre que nous devrions être aujourd'hui à l'offensive sur la question d'un accès libre sur Internet. Il imagine techniquement tout un dispositif pour garantir le paiement du travail des créateurs. Ce qui pourrait être rendu gratuit (je ne suis pas spécialiste de ces techniques), c'est un certain volume de bande passante. Tout le monde aurait droit finalement à une quantité de passage, de minutes, d'heures sur Internet. Et au-delà (mais au-delà cela concerne les entreprises essentiellement), effectivement, il aurait surfacturation. Donc poser la question de la gratuité nous permet aussi de considérer ces luttes et ces pratiques, qui sont celles des jeunes, comme le début de réalisation de la société que l'on souhaite construire. ♦

Paul Ariès

La gratuité, moyen de partage et de pouvoir



Makan Rafatdjou

Je pense qu'on est au cœur d'un des enjeux majeurs pour nous, de ce qu'on souhaite en tant que communiste pour une société éventuellement communiste ou éco-communiste. Je voudrais juste rebondir sur quelques éléments qui me semblent fondamentaux.

Par rapport à ce que Paul Ariès a dit sur les formes pré-capitalistes et leur pertinence par rapport à une société post-capitaliste. On est au cœur d'un enjeu qui mobilise le rapport, à la fois idéologique et pratique, qu'est le capitalisme, avec la question de la modernité. On oublie qu'en fait, il y a des solutions qui ont été obérées par les formes de l'économie que le capitalisme a instaurées, mais qui n'en perdent pas pour autant leur pertinence. Et d'ailleurs, certaines ont persisté à des niveaux locaux, à des micro-échelles. Il n'y a aucune nostalgie passéiste sur ces questions, il y a une pertinence réelle qui dispute au capitalisme un autre élément fondamental, qui est la question de l'échelle justement. Des échelles d'intervention, des échelles de production, des échelles d'appropriation, etc.. Non pas pour promouvoir absolument le micro contre le global, mais dans l'enjeu entre local et global (à la fois penser local et agir global, penser global et agir local), il y a une asymétrie fondamentale parce que personne ne vit le global globalement. On vit toujours le global à partir d'un lieu, à partir d'une certaine localité. Avant, dans l'histoire, le local était le lieu auquel on appartenait et qui semblait nous appartenir. Aujourd'hui le local, c'est le lieu de déploiement, le lieu à partir duquel on peut déployer sa vie à toutes les échelles. Cela veut dire qu'il y a là une bataille fondamentale contre l'indistinction des territoires et pour une nouvelle singularité des territoires qui fabrique non pas des identités fermées mais des identités ouvertes. Et donc ces formes pré-capitalistes et leur pertinence renouvelée aujourd'hui sont fondamentales.

Et il y a aussi un débat sur la mort. Cela m'interpelle énormément parce que dans la culture occidentale, dans cette modernité (tu parlais de toujours plus de richesse, toujours plus de pouvoir et aussi toujours plus vite), il y a une forme d'angoisse par rapport à la mort. C'est, grosso modo, la trépidation contre la trépanation. Il y a

Il y a deux pouvoirs : "le pouvoir sur" (sur la nature, sur autrui) qui est aliénant et "le pouvoir de" qui est un pouvoir d'émancipation. La gratuité est un des outils pour augmenter pour chacun le "pouvoir de".

une résistance fondamentale contre cela, qu'aujourd'hui chacun éprouve d'une certaine façon mais que l'on n'arrive pas à organiser politiquement .

J'ai une anecdote là-dessus par rapport aux services funéraires à propos d'un acteur de la Révolution française, qui par ailleurs a beaucoup réfléchi sur les questions d'architecture et d'humanisme, Quatremère de Quincy. Pour une question d'égalité, il se dit que finalement quand on regarde les cimetières, il y a une sacrée inégalité parce que ceux qui en ont les moyens se font des tombeaux somptueux et les autres ne le peuvent pas. Donc, au moment où on lance le concours pour l'aménagement du Père Lachaise, Quatremère dit que toutes les tombes seront pareilles. Révolte dans Paris. Au nom de quoi ? Parce que, derrière le souci de Quatremère, il y avait aussi le fait que l'égalité, c'est l'indistinction et que l'égalité, c'est l'absence de choix. D'où le fait que si on veut promouvoir cela, il faut réfléchir autrement sur ces services et ne pas les réduire à un service minimum mais au contraire déployer des réponses alternativement à ce que fait le privé. C'est un exemple sur lequel il faut qu'on réfléchisse.

Je finis sur la gratuité comme moyen de partage, c'est effectivement rendre les gens plus puissants. Je suis déjà intervenu sur cette question de pouvoir en disant qu'il y a deux pouvoirs : il y a "le pouvoir sur" (sur la nature, sur autrui) qui est aliénant et "le pouvoir de" qui est un pouvoir d'émancipation. La gratuité est un des outils pour augmenter pour chacun le "pouvoir de" et donc effectivement pour rendre chacun compétent. Jack Ralite a une superbe expression qui dit que nous sommes chacun "les experts du quotidien". Et donc cette question du partage peut du coup réinterroger toute une autre culture, tout un autre élément fort du capitalisme qu'est la concurrence. Si on partage le savoir, si je partage un moyen technique que je viens d'inventer pour produire telle chose, plutôt que de le préserver par devers moi et d'en faire un élément de concurrence, on passe peu à peu des concurrences à la coopération. ♦

Inscrire la gratuité au sein d'une nouvelle cohérence



Pierre Zarka

Je voudrais commencer en disant que la force d'un concept se mesure au fait qu'il puisse se dépasser lui-même et qu'il en entraîne d'autres à la suite. Tant qu'il ne vit que pour lui-même, il risque d'être rabougri. Le grand intérêt de l'idée de gratuité me paraît être qu'elle nous tourne directement vers la valeur d'usage et nous dégage de la loi du marché.

Un aspect qui a été abordé et qui me semble tout aussi fondamental, c'est qu'à partir du moment où cela dégage de la loi du marché, la finalité et le regard que l'on peut avoir sur les différentes activités professionnelles en sont fondamentalement modifiés. Par exemple, est-ce que la fonction d'un conducteur de bus, c'est de transporter des usagers ou c'est de favoriser de la socialité ? Et les fabricants de téléphone, est-ce qu'ils construisent des objets ou est-ce qu'ils produisent de la mise en relation ? Cela nous fait entrer de plein pied dans la différence entre marchandisation et rôle social. Et alors, cela nous fait aborder - je tire mon fil comme un pull qui se détricote - comme l'a dit Paul, le regard d'ensemble sur la société de manière différente. Au fond, on se rend compte à partir de là que la société, de toutes façons, ne vit que par des échanges réciproques de services rendus les uns aux autres. Et même s'ils ne se connaissent pas, le chauffeur de bus, le producteur de téléphones, l'enseignant qui prend le bus n'arrêtent pas de se rendre mutuellement la vie possible. Donc on ne vend plus sa force de travail, on l'échange ou on la mutualise (c'est peut-être encore meilleur) avec celle des autres. Et on retombe sur la définition que donnait Rousseau du contrat social, qu'on a singulièrement tordue depuis deux siècles : le contrat social n'est pas passé entre nous et une autorité qui nous surplombe et qui médiatise les rapports sociaux, mais le contrat social, pour Rousseau, est passé entre soi et les autres soi-même. Il est horizontal, sans intermédiaires. Et donc débarrassé des aspects

marchands, l'échange de service entre soi et la société change complètement la place des individus dans la société, ils en deviennent co-responsables.

Cela m'amène à une parenthèse, un peu en marge du sujet. La question des transports et d'autres exemples pris par Paul mettent à mal une version assez courante de la notion de bien commun, où le bien commun, ce serait la nature. Or, si je mets à part l'air, il n'y a pas de bien

Le contrat social n'est pas passé entre nous et une autorité qui nous surplombe et qui médiatise les rapports sociaux, mais entre soi et les autres soi-même. Il est horizontal, sans intermédiaires.

commun sans travail. Même l'eau, produit naturel, est filtrée, elle passe par des conduites, il faut des robinets, il y a du travail. Et c'est ce travail qui est mutualisé. Le commun se trouve donc dans l'activité humaine.

Et si l'on est sur des rapports sociaux fondés sur la coopération et l'échange mutuel, on est déjà dans une autre configuration. Je rejoins les interventions sur l'école. Je n'ai plus d'enfants en âge d'aller à l'école, je ne demande pas pour autant une déduction de mes impôts. Je trouve donc la notion de solidarité ambiguë, elle est souvent teintée de charité et de condescendance. Et je ne suis pas sûr qu'il ne faille pas du coup s'interroger sur la notion d'impôts, ce qui nous est imposé, qui est vécu comme quelque chose de subi, et s'il ne faut pas s'interroger sur la notion de cotisation, qui renvoie justement à la co-responsabilité de la société. Ce n'est pas une simple question de vocabulaire.

Il y a déjà - pour nous qui sommes des adeptes du "déjà là" - des pratiques qui s'étendent sur ce mode de mutualisation, et qui souvent écartent le rôle de la monnaie. Je prends les SELS qui sont un échange de temps et de savoir-faire entre individus, ou ces potagers en zone rurale. Il y a des endroits où les gens ont besoin d'un légume et s'ils ne l'ont pas, vont se servir. Le seul échange qu'ils font, c'est que ce sont eux qui font le travail de cueillir. Et ça marche. En fonction de ses besoins. Et je ne connais pas de cas (je ne les connais pas tous évidemment) où certains, maladivement, stockeraient chez eux des légumes au point que ceux-ci finiraient par pourrir tout en en privant les autres. On retombe sur ce que Paul évoquait sur le précapitalisme qui peut devenir du post-capitalisme. Du coup cela pose des questions sur la monnaie. Il y a une centaine de villes, de communes en France qui ont leur propre monnaie. Honnêtement, j'ai

du mal à voir exactement comment cela marche mais cela mériterait d'être creusé.

Et j'ajoute à cela ce qui est vécu comme des pratiques aujourd'hui délictueuses, la fraude dans les transports urbains qui, pour moi, est une forme de réclamation pas toujours consciente. On est dans une situation où plus on s'emmerde longtemps dans les transports et plus on paie cher. On paie l'heure d'emmerdement. C'est le cas avec les zones en région parisienne, par exemple. Et c'est la même chose pour ce qu'on a appelé le piratage sur Internet. J'ai été très intéressé, à l'époque où il y avait ce débat au Parlement, par une interview du chanteur François Simon. On lui dit : Mais enfin vous devriez être pour la réglementation parce que vous, vous touchez vos 12 % de droits d'auteur. Et il répond : Vous avez raison ! Je touche mes 12 % de droits d'auteur de ce que produit ma maison de disque, et puis, quand ma fille échange gratuitement des trucs qu'elle a pris sur Internet, j'ai 12 % de 0, mais j'ai mes 12 %. Il a tourné cela en ridicule, mais il y a là quelque chose qui mérite d'être pris au sérieux.

Il y a des notions qu'il faut réinterroger. La valeur d'usage permet aussi de se concentrer sur la valeur de ce que tu appelles le mésusage, avec l'exemple de l'eau pour la piscine. Cela nous ramène à l'écologie mais à partir du social, et non pas comme déconnectée du social. Cela ramène à une notion qui est chère à Marx : les travailleurs associés. C'est-à-dire qu'on est sur autre chose que le rapport travail des sociétés traditionnelles tel que le capitalisme nous le lègue (et la révolution anthropologique est chère à plusieurs d'entre nous). Quand Marx parle du caractère social du travail, la vulgate marxiste, et au-delà, l'a souvent réduit à la somme des heures de travail et non pas à la coopération de pans entiers de la société. Dans la Critique du programme de Gotha, Marx trouve que la notion de travail créateur de richesse est une absurdité. Il dit que ce n'est pas le travail qui est créateur de richesse, c'est le travail pour autant qu'il concentre en lui-même, qu'il cristallise en lui-même l'ensemble des pratiques sociales ou de ce qui est acquis dans la société. Je crains qu'on ait souvent oublié ce petit détail.

On mesure que le principe de gratuité a un coût effectivement. Quand les adversaires de la gratuité nous disent qu'elle n'existe pas, ils mettent le doigt sur une vérité, mais ils basculent à mon sens du mauvais côté. Cela devrait entraîner une autre approche du rapport salarial, du rôle de la monnaie, du rôle de la cotisation. Je serais alors tenté de dire que cela nous pousse à nous interroger sur la notion de richesse. Est-ce que la richesse d'une société se mesure obligatoirement en termes monétaires, ou d'équilibre budgétaire ? Je crains que l'on soit là aussi enfermé dans des débats qui ne sont pas réellement économiques mais dont les termes sont ceux du capitalisme. Si on transpose cela sur la santé, l'exemple est beaucoup plus explicite : il est difficile de dire qu'il puisse y avoir des maladies rentables et des maladies qui ne sont pas rentables. On tombe complètement dans l'absurde. C'est

vrai sur la santé, mais dès qu'on sort de la santé, on ne voit plus cet aspect.

Je trouve qu'à partir de là, il faudra peut-être que nous fassions un travail sur ce que nous entendons par économie. Makan intervenait dans une autre réunion en disant qu'à force de chasser l'économicisme, on n'aborde plus la question de l'économie qui mériterait d'être revisitée à partir de nouveaux critères.

Je termine. Très souvent, dans la pratique politique, on considère que faire de l'anticapitalisme, c'est d'un niveau tellement élevé qu'il est difficile au plus grand nombre. Et, souvent, cela conduit à tenter de contourner la question par petits bouts. Je ne pense pas que l'addition des

Quand Marx parle du caractère social du travail, la vulgate marxiste, et au-delà, l'a souvent réduit à la somme des heures de travail et non pas à la coopération de pans entiers de la société.

contournements permette de faire système. Il est important que nous essayions, à partir de la gratuité comme à partir d'autres concepts, de les inscrire dans une cohérence, de les mettre les uns et les autres en cohérence. Parce que comme toutes les aspirations - Bernard a évoqué des villes de droite qui pratiquent la gratuité du transport -, tant qu'on en reste au non paiement, on est dans une espèce de carrefour qui peut aussi bien mener à la récupération par le capitalisme qu'au contraire être un levier de transformation sociale, de critique du système actuel. Cela suppose que l'on mesure la portée révolutionnaire et transformatrice que peuvent avoir dans la culture politique de telles notions. Au fond, il paraît que Mr Jourdain faisait de la prose sans le savoir, je serais tenté de dire que je crains que l'on ne puisse pas faire de la révolution sans le savoir. Il faut donc que l'on travaille la portée de ces concepts. ♦

Pierre Zarka

Donner du sens à notre parti-pris pour la gratuité



Gilles Alfonsi

J'avais envie de commencer par un jeu qui ressemblerait à l'émission *Questions pour un champion*. Donc : qui suis-je ? Je m'adresse à 1,7 million de personnes au moins. La gratuité est au cœur des pratiques et des métiers de mes équipes. Je m'adresse à des personnes de tous âges, de toutes origines, sans distinction de ressources ou d'origine sociale. Je développe des dizaines de dispositifs gratuits, accessibles à tous sans conditions. Je compte, pour les mettre en œuvre, sur 8 000 agents. J'y consacre chaque année plus de 2 milliards d'euros. J'interviens dans de nombreux champs. Ainsi, par exemple, dans mes parcs, j'accueille chaque année 6 millions de personnes et des dizaines de milliers d'élèves et collégiens pour des actions éducatives, sans contrepartie financière. Dans mes centres, j'accueille chaque année deux tiers des femmes enceintes, autant de nouveau-nés. J'accueille aussi plusieurs milliers de femmes pendant leur grossesse. Je développe des programmes de santé publique dans des champs variés (buccodentaire, vaccinations, cancer, IST, SIDA). Je réalise des bilans de santé en école maternelle afin de dépister les troubles auditifs, visuels et autres. J'accueille 300 000 personnes et 60 000 ménages, chaque année, pour des actions dédiées à l'autonomie des familles. Je soutiens 1 043 associations à hauteur de plus de 40 millions d'euros chaque année, représentant des centaines d'actions, d'activités, d'initiatives et des centaines d'emplois. Je suis une institution, une collectivité publique. Il en existe une centaine d'autres en France. Qui suis-je ?

Je parlais du Département de la Seine-Saint-Denis. Et d'ailleurs, je fais remarquer, par rapport à ce que disait Bernard Calabuig sur le débat sur la gratuité à Drancy, que dans ce dispositif, le plus souvent, on n'est pas dans de l'action destinée spécialement aux pauvres ou dans la notion de tarifs sociaux mais dans des politiques mises en place par des communistes sur la base, au contraire,

de l'universalité de l'usage. Je pense qu'il faut que l'on ait une vision contradictoire de ce qu'a été le discours et la culture communistes sur ces sujets là. Je ne conteste pas ce que dit Bernard Calabuig, je ne doute pas qu'il y ait eu cette polémique et que la position du maire PCF de Drancy ait été hostile à la gratuité. Mais, d'un autre côté, il y a des politiques majeures menées par des communistes, avec une utilité sociale énorme, qui ont été menées sur le principe de l'universalité et de l'accès à tous.

Ce que je voulais dire à travers cet exemple, c'est que la gratuité n'est nullement destinée à être cantonnée à la marginalité, à faire exception (même si on essaie de se projeter dans l'idée de fédérer des exceptions, de fédérer des expériences ou des innovations), mais que l'on peut considérer qu'elle est en partie déjà présente dans beaucoup d'endroits, mobilisant de nombreux acteurs, etc. Et qu'on est là dans des grandes politiques, dans des logiques de non marchandisation. Il faut donc que l'on fasse attention dans nos exemples à ne pas être juste-

La gratuité n'est nullement destinée à être cantonnée à la marginalité, à faire exception. Beaucoup de citoyens, et même nombre de ses partisans, ne voient pas qu'elle est déjà massive et très présente.

ment dans la culture simplement de l'exception ou de l'innovation, mais à montrer que sur des bases différentes (des expériences qui ont une valeur relative chacune, et qui méritent justement d'être critiquées aussi pour ce qu'elles sont chacune), on peut avoir une vision plus panoramique. D'ailleurs, en discutant avec Jean-Louis Sagot-Duvaurox à la suite d'un texte sur la gratuité, je lui avais fait remarquer que dans les exemples qu'il citait, il manquait toute une série, des situations massives, ce qui m'avait troublé. Et, du coup, prendre en compte la diversité de ces exemples permet aussi de montrer que l'on est à peu près toujours dans ces cas dans la non marchandisation. Une non marchandisation qui nécessite un combat parce que dans les collectivités locales, on est taraudé par la question du privé, par la privatisation (même si les débats sont nombreux). Le plus souvent, on n'est pas dans des dynamiques émancipatrices, il y a très peu de partage du pouvoir, de maîtrise des usagers, qui n'ont pour ainsi dire quasiment pas droit à la parole, ils sont les "bénéficiaires" de l'action. Donc cela permet d'interroger un risque ou un écart. Vous avez déjà dit qu'il y a plusieurs gratuités possibles

et que l'on peut donner à la gratuité des sens différents. Effectivement, entre la non marchandisation et la dynamique émancipatrice, il y a un écart important. Encore que, par exemple dans la protection maternelle et infantile ou la question de l'autonomie des familles, on est quand même déjà dans des logiques d'émancipation. Quand on mène de grandes politiques de planification familiale, on n'est pas loin du grand sujet de l'émancipation. Donc, là aussi, il faut prendre en compte ces réalités là.

Et ce peu de visibilité, de connaissance de la banalité de certaines gratuités nous pose un problème à deux titres. D'une part pour résister à la pression du privé. Parce que j'ai l'impression que quand on va à la PMI, on ne se pose même pas la question de la gratuité, ce n'est pas une gratuité citoyenne, elle n'est pas investie, et finalement, c'est un service qui est rendu, et point. Elle ne fait pas société. Et du coup, c'est une faiblesse pour résister. Qui va défendre demain la mise en cause de cette gratuité là, si tant est que demain la PMI soit menacée de privatisation ? Et c'est aussi une faiblesse pour l'étendre. Parce que si une gratuité n'est pas portée politiquement

et n'a pas une dimension citoyenne, il y a peu de chances qu'elle donne lieu justement à un combat politique pour l'étendre. Et d'ailleurs, en Seine-Saint-Denis, on a beau avoir ce dispositif le plus maillé, le plus riche de France, il n'y a pas de bataille politique pour étendre la gratuité à d'autres terrains.

Et donc, par rapport à ce que disait Paul Ariès sur une réponse à la crise politique, la gratuité telle que je l'ai décrite et telle qu'elle fonctionne mal ou de manière insuffisamment vivante, n'est pas une réponse possible à la crise politique. En Seine-Saint-Denis justement, notre combat et ce qu'il vaudrait le coup de travailler, ce serait comment en faire une réponse à la crise politique.

Au-delà du parti pris pour la gratuité, il faut porter le fer sur le sens et le contenu de la gratuité, avec la dimension d'appropriation par les usagers et les enjeux démocratiques. ♦

Gilles Alfonsi

Perspectives et gratuité

François Langlois

Je voudrais faire simplement deux ou trois remarques. D'abord, je trouve que les deux interventions montrent bien que sur la question de la gratuité, il y a une position de rupture à la fois idéologique et politique très forte. Et d'autant plus au moment, par exemple, où il est de plus en plus question de l'ouverture à la concurrence d'un certain nombre de services publics de transport. Donc, avoir comme réponse non pas l'ouverture à la concurrence mais le développement de la gratuité, je trouve que cela a un sens et une possibilité de mobilisation : plutôt que de défendre toujours un acquis, on ouvre une autre perspective et on va au-delà et dans d'autres directions.

Ma deuxième remarque porte sur le fait que les transports, en réalité, ce n'est pas un sujet neutre. C'est un sujet qui est tout à fait essentiel parce qu'il touche, comme cela a été souligné, à la question de la mobilité bien sûr, mais aussi à la question des ghettos, de leur développement. Ce n'est pas un hasard si, par exemple, le métro et le tramway à Marseille se doublonnent et évitent les quartiers nord et les quartiers sud-est qui sont les quartiers les plus populaires. Mais cela doublonne dans le centre où l'on peut faire le même trajet soit en tramway, soit en métro. C'est symbolique. Mais cela touche aussi aux questions de sécurité, aux questions de délinquance, au rapport de la jeunesse à l'autorité et au monde adulte, et au monde des gardiens de la sécurité parmi les adultes. Parce que les faits de petite délinquance entre les jeunes qui ne payent pas les transports

et les contrôleurs qui font appel à la police, cela développe un climat qui accroît à son tour l'insécurité et la délinquance. La question de la gratuité dans les transports, c'est aussi marquer une rupture par rapport aux grands groupes industriels français et internationaux (c'est dans le dernier numéro des Enragés). Et aussi sur la question des PPP (les partenariats publics privés, qui font payer l'investissement, le fonctionnement et l'en-

Il ne faut pas évacuer la question de l'utilisation de l'impôt pour développer la gratuité. Dans une commune, l'impôt sert à plein de choses qui ne sont pas utiles pour tous.

tretien par des grands groupes qui en échange perçoivent un loyer, une redevance par la collectivité, que ce soit l'État, la Région, le Département, ou la commune). Cela tue de belle manière la question des PPP, s'il y a plus de rentabilité par le paiement de la redevance. Car en général, si les grands groupes comme Vinci, Lafarge et Bouygues le font, c'est que cela leur rapporte de l'argent : ces gens là n'ont pas l'habitude de le faire par simple altruisme.

Donc la question de la gratuité dans les transports est une problématique très porteuse. Il faudrait peut-être qu'un certain nombre de personnes - et je suis prêt à y participer - travaillent sur une analyse économique et financière un peu plus fine. On a dit qu'en gros, les économies équivalent au coût du service, mais il faudrait davantage le démontrer parce que dans le débat politique qui est un

peu vif sur ces questions, être capable de démontrer, sur quelques exemples précis, exactement ce que cela coûte et rapporte, ce n'est pas négligeable.

De ce point de vue, il ne faut pas évacuer la question de l'utilisation de l'impôt pour développer la gratuité. Dans une commune, l'impôt sert à plein de choses qui ne sont pas utiles pour tous. Est-ce que l'on a demandé à tous ceux qui n'ont pas une automobile dans la ville, s'il était normal que les impôts locaux servent à entretenir la voirie, alors qu'ils ne l'utilisent pas eux-mêmes ? Donc on peut très bien imaginer que l'impôt serve aussi à faire en sorte qu'il y ait de la gratuité dans les services.

Une dernière chose puisque Paul Ariès revient de Martinique. Un sujet qui va être tout à fait d'actualité dans les mois qui viennent, en Martinique où la question de la gratuité va être au cœur du débat, c'est la question du droit d'usage foncier à la Martinique et dans les autres Antilles, avec notamment la bande des 50 pas. Et cette

question doit être réglée soi-disant dans les deux ans à venir alors que cela n'a pas été réglé depuis des décennies, voire plus d'un siècle et demie ! Mais il y a un certain nombre de sujets qui sont tout à fait prégnants actuellement, où la question de l'usage gratuit ou non va se poser (je pourrai donner quelques éléments, si vous le souhaitez). ♦

François Langlois

Gratuité et institutions locales



Patrick Vassalo

Je vais revenir sur trois ou quatre points. D'abord, sur une question de fond qu'ont évoquée Paul et Bernard, celle du choix de société. Je m'appuie sur plusieurs expériences de gratuité, dont celle d'Aubagne. C'est vrai, la question de la gratuité pose la question d'un certain nombre de choix de société. Si on prend les transports par exemple, on voit bien que le choix, c'est ou une société policière ou une société d'égalité. Si on prend la question de l'eau, on voit bien que la question qui est posée, c'est soit la marchandisation soit le libre accès.

Un autre aspect, c'est la façon dont toute une série de politiques publiques sont organisées aujourd'hui, avec pour principal préliminaire de catégoriser, de signifier, d'étiqueter. Cela, ce n'est plus possible dans le cadre de

la gratuité. Celle-ci crée un autre rapport à ce qu'on pourrait encore appeler un service. Et donc elle pose autrement la question de l'égalité et de la liberté (je donnerai ensuite un exemple que l'on n'a pas évoqué ici). Le débat

Quand on se pointe avec ses gros sabots en demandant si la question de la gratuité ne pourrait pas être envisagée, soit on passe pour un doux rêveur, soit pour un dangereux gauchiste.

sur la gratuité est, je trouve, très difficile à gauche, y compris dans les processus électoraux dans lesquels nous sommes. Il est difficile de poser cette question de la gratuité au moment où, par exemple - on a parlé des écoles - la question des quotients familiaux est posée. Quand on se pointe avec ses gros sabots en demandant si la question de la gratuité ne pourrait pas être envisagée dans cette affaire là, soit on passe pour un doux rêveur, soit pour un dangereux gauchiste. J'ai l'œil sur deux programmes municipaux de façon très attentive (ce ne sont pas les pires de ce côté là) et sur une dizaine d'autres de façon assez vigilante, et je trouve qu'on aurait, y compris dans la contradiction que l'on a aujourd'hui avec le PS, une arme politique très forte que nous n'utilisons pas.

À Dieppe, par exemple, la gratuité est complètement absente aujourd'hui de la réflexion politique. À Saint-Denis, la question n'est pas si facile que cela et en tout cas la majorité dont nous sommes n'est pas aujourd'hui sur cette ligne là.

Troisième aspect, je trouve que poser les questions en terme de gratuité, c'est pointer la priorité sur la réponse aux besoins, aux besoins de vivre (Paul l'a cité), et pas sur l'institution. Or, aujourd'hui, la très grande majorité de nos politiques publiques part d'abord de l'institution, soit parce que l'institution, ce sont des techniciens extrêmement éclairés, qui savent de quoi ils parlent, et on sait toujours ce qu'il faut pour le peuple, surtout quand on ne lui a pas demandé ce qu'il voulait. Soit par culture. C'est très difficile aujourd'hui d'être élu, d'être en responsabilité dans une collectivité quelle qu'elle soit et de partir du terrain, pour le dire comme cela, et pas de partir de l'institution, ou des besoins en institutions. On parlait du 93 mais, par exemple, y compris dans le groupe

La collectivité qui a le plus de services gratuits, c'est le Département, et c'est elle qui est le plus dans la ligne de mire du fusil. La collectivité qui est la plus montante et qui a le moins de services gratuits, c'est la Région.

communiste et patin couffin, il y a ceux qui partent de l'institution et ceux qui partent du réel. Et cette contradiction là amène à ce que les uns ou les autres ne votent pas de la même façon le budget 2013.

Et, pour être très proche de ces protagonistes, je sais combien ce débat est difficile et douloureux. Et cela renvoie donc aussi à une autre question, celle de la crise du politique et de la politique, parce que si on ne fait pas de la politique en changeant les bases mêmes sur lesquelles on essaye de construire une pensée politique, des propositions et une façon de faire, de les porter et de les mettre en œuvre, le Front national et les technobureaucraties éclairées ont un siècle devant eux, tranquillement.

Alors deux choses : d'abord je n'ai pas une lecture policière de l'histoire, mais je suis quand même obligé de m'apercevoir que la collectivité qui, aujourd'hui, a le plus de services gratuits, c'est le Département, et c'est la collectivité qui est le plus dans la ligne de mire du fusil. La collectivité qui est la plus montante depuis 20 ans et qui a le moins de services gratuits, c'est la Région. Cherchez l'erreur, ou l'orientation.

Et puis, dernier point, quelle marge ont les collectivités ? Il y a un vieux débat dans la gauche, y compris radicale : est-ce qu'on va au pouvoir pour changer le réel ou est-ce qu'on va au pouvoir pour changer le pouvoir. C'est la bourgeoisie rouge ou guerrillero. Étant plutôt de culture guerrillero, ma réponse n'étonnera personne, mais je reste persuadé, sinon je ne serais pas candidat aux prochaines élections municipales, que si on le veut, on peut avoir des marges dans les collectivités aujourd'hui. Évidemment, il y a un minimum de réalisme et d'intelligence, ce serait pure bêtise, y compris politiquement, que de faire croire aux gens qu'on peut tout faire, ce n'est pas vrai. Mais on a des marges. Je veux juste donner un exemple. Sur Saint-

Denis - excusez-moi de citer ma ville mais il y a des choses auxquelles on tient -, on a été extrêmement alerté dans le cadre d'un dispositif qu'on a créé avec un certain nombre de partenaires, "Atout jeunes", par l'importance des factures de téléphone dans les dossiers de jeunes qui demandaient des aides d'urgence. Alors on s'est interrogé à quelques-uns là-dessus et on a rencontré Emmaüs Connect qui est une filiale de téléphonie solidaire du groupe Emmaüs. On s'est dit qu'il y avait là un truc intéressant et qui pouvait être une réponse. Et puis on s'est dit qu'on avait deux solutions. Ou bien on faisait une épicerie sociale de la téléphonie solidaire (ce qui peut être sympa, y compris du point de vue monétaire et du pouvoir d'achat, et donc ce n'est pas négligeable), ou bien on pouvait peut-être le concevoir autrement, comme étant un élément d'accompagnement des jeunes dans le cadre de l'accompagnement global. Et donc on a intégré dans l'accompagnement global d'un certain nombre de jeunes cette question d'une téléphonie solidaire. On leur offre à ce titre (comme on offre des possibilités de formation, de recherche de boulot, ou un bureau numérique à la cyberbase emploi) un kit téléphonique, à charge pour eux ensuite, pour un certain nombre d'éléments, un peu comme pour l'eau, de se les payer en plus. Et Emmaüs Connect va avoir, à partir de la semaine prochaine, une vraie boutique. Et avant même l'ouverture, cela fait un tabac, et pas parce que c'est moins cher, mais parce qu'on a des jeunes gens, des jeunes filles qui nous viennent nous dire : je vais enfin en finir avec l'épuisement et le stress que constitue cette histoire de facture téléphonique.

Je terminerai là-dessus : aujourd'hui, dans une société qui hait sa jeunesse et qui en a peur, je n'ai pas envie qu'on laisse cela aussi à l'humanitaire. On a raté sur l'épicerie sociale, nous aurions dû porter la gratuité de l'aide alimentaire, et ne pas l'évangéliser - excusez-moi pour ceux qui sont croyants. Je ne fais pas de la politique pour faire de la charité. Et il y a deux choses qui me paraissent essentielles par rapport à la jeunesse, c'est la question de la communication (donc ces questions de téléphonie), et l'autre, c'est la question de la sexualité et de la santé. Et je trouve que ce sont deux champs sur lesquels on pourrait réconcilier l'utopie communiste avec la jeunesse de ce pays. ♦

Patrick Vassalo

Enjeux autour de la mobilité



Stéphane Lavignotte

Entendre les exemples à Aubagne sur la gratuité à la cantine ou des transports m'a interrogé sur l'inégalité des moyens entre les communes. À l'Île-Saint-Denis, nous préparons le programme pour les prochaines municipales, notre débat, ce n'est pas la gratuité de la cantine, mais comment trouver les moyens financiers et des bâtiments assez grands pour que l'on puisse accueillir tous les enfants (actuellement la cantine n'accueille que les enfants dont les deux parents travaillent). Donc ce qui se pose là, c'est un problème d'inégalité des moyens entre les communes et cela repose aussi la question de la péréquation des moyens entre les communes.

Sans doute la gratuité nous détourne-t-elle de la valeur d'échange pour nous tourner vers la valeur d'usage, mais quand les gens ont quelque chose gratuitement, ils dégagent de l'argent, qu'ils vont réinvestir dans le circuit économique classique de la valeur d'échange. Certes, on les libère d'un point de vue intellectuel parce qu'on leur montre que là, il y a de l'usage et il n'y a pas d'échange, mais on ne détruit pas une participation à l'économie de la valeur d'échange. Dans de nombreux cas, cela permet effectivement de dégager du pouvoir d'achat pour des gens qui doivent payer quand même un certain nombre de choses. Mais cela ne convertit pas automatiquement de l'échange en usage.

Enfin, sur la question des transports, je ne connais pas bien la situation d'Aubagne, mais je dirai mes interrogations sur la question de la gratuité et des tarifs en Île-de-France, qui me semble compliquée par beaucoup d'autres aspects. Quand on parlait de gratuité des transports, cela a un avantage effectivement par rapport au coût : des gens vont pouvoir accéder à des transports là où ils ne le pouvaient pas. Il y a aussi un aspect écologique intéressant qui est de basculer de la voiture vers les transports en commun. Mais il me semble que ce ne sont pas les seuls problèmes. En Île-de-France, le problème principal est d'abord l'explosion des mobilités. Les gens sont amenés à se promener dans

tous les sens. Et, malheureusement, ils ne le font pas tant pour aller se promener en forêt ou aller au théâtre (les Parisiens au TGP Saint-Denis et les gens de Saint-Denis à l'Odéon), mais par contrainte : aller de plus en plus loin pour se loger parce que le coût de l'immobilier oblige à aller de plus en plus loin du centre et en raison d'une inégale répartition des lieux d'habitation et des lieux de travail. La concentration des emplois dans les Hauts-de-Seine ou à Paris et des logements plutôt dans le reste de la région fait qu'on est contraint à des déplacements de plus en plus longs. Il y a des chiffres, sur la ville de Stains (93) par exemple, assez monstrueux : ce sont 75 % des gens qui ne travaillent pas dans... le département ! L'autre chose, c'est la volonté d'entre soi. Il y a ceux qui vont très loin au-delà de Sarcelles (95) parce qu'ils n'ont pas les moyens de se loger plus près de leur travail, mais il y a aussi tous ceux qui ont les moyens d'habiter pratiquement là où ils veulent et qui vont très loin au Sud, vers la vallée de Chevreuse, pour être entre eux et surtout pour ne pas être avec les Noirs et les Arabes, pour le dire vite. Et donc, quand on parle de gratuité des transports ou du prix unique de la carte Navigo

Est-ce que, avec la gratuité ou le Navigo à prix unique, le monstre francilien ne se donne pas les moyens d'envoyer les pauvres le plus loin possible ?

sur toute l'Île-de-France, cela interroge. Parce que, d'un côté, la gratuité ou un coût unique éviterait qu'en milieu populaire on ait une double peine (non seulement on habite loin mais en plus on doit payer cher), donc il y a une certaine logique. Mais en même temps, est-ce que, avec la gratuité ou le Navigo à prix unique, le monstre francilien ne se donne pas les moyens d'envoyer les pauvres le plus loin possible ? Puisqu'ils n'auraient pas les moyens par eux-mêmes de payer les transports très chers, au moins, avec la gratuité, on pourra les envoyer loin du centre. Et inversement, quand on facilite les transports (peut-être moins les transports en commun, mais par la route) pour les gens qui vont dans des zones géographiques favorisées, est-ce que l'on ne subventionne pas une politique de l'entre soi ?

Et donc j'ai du mal à voir comment la gratuité ou la baisse des tarifs dans ce cas là peut jouer positivement, ou en tout cas peut participer à casser ces logiques là. J'ai l'impression qu'en l'occurrence, la question se joue moins sur la question de la gratuité ou d'un tarif moins cher, mais qu'elle se joue sur d'autres politiques que celle des transports. C'est-à-dire que pour réduire les mobilités contraintes ou les mobilités d'entre soi, ce n'est pas une question de gratuité ou de tarifs, mais de coût de l'immobilier, de lutte contre la spéculation immobilière, et de réorganisation de la métropole pour un meilleur équilibre des lieux de travail et des lieux d'habitation. ♦

La gratuité du logement

Makan Rafatdjou

Pour embrayer sur cet exemple de la mobilité, je pense que la question de la gratuité dans toutes ses dimensions est plus complexe. Même si on fait la part différentielle entre mobilité subie ou choisie, reste une question de choix de société, avec des éléments très contradictoires. Quand Nicolas Sarkozy disait : Il faut que vous soyez tous mobiles et il faut que vous soyez tous propriétaires, la réponse, c'est : tous propriétaires de mobil home, parce que ce n'est pas possible autrement. Mais, par contre, la question des gratuités du logement peut apporter un certain nombre de solutions.

Mais sur la question métropolitaine, en tous cas en Île-de-France, cela fait quelques années que la part de déplacements domicile-travail est minoritaire par rapport à tous les autres facteurs de déplacement, sur lesquels il faut réfléchir. Néanmoins, plus le territoire est étendu, plus il est complexe, plus l'extension et l'intensification du maillage de transports en commun sont les meilleurs facteurs de lutte contre la spéculation et contre la ségrégation. Et, effectivement, il faut qu'une politique de gratuité puisse s'accompagner d'autres facteurs, de maîtrise foncière, de politique du logement.

Et j'attire l'attention sur le fait que le logement gratuit, ce n'est pas le logement des pauvres. Dans le domaine

du logement, comme dans le domaine de la santé ou de l'éducation, même s'ils sont un peu ébranlés, c'est le secteur public, le facteur public qui donne le "la", ce n'est pas le marché. Et cela, c'est extrêmement important.

Et d'autre part, si le service public du logement, demain, est dans la même logique de gestion qu'aujourd'hui, on

Je perçois vraiment la gratuité non comme une panacée, mais comme le levier qui permet d'interroger plein d'autres pratiques qui sont un peu obsolètes.

est perdant. Parce que cela veut dire que quand je suis riche, j'ai le droit d'avoir du désir et j'ai le droit, y compris en payant des pénalités, d'avoir du mésusage. Je suis riche, je suis tout seul, je prends un appartement de 400 m² si je veux, je paye les taxes d'habitation, etc. Je suis pauvre, je me retourne vers le secteur social, on me demande qui je suis, où je travaille, combien nous sommes, et à ce moment là on me dit où je peux habiter. Si le service public, c'est administrer ainsi la vie des gens, on est perdant. C'est là que je perçois vraiment la gratuité non comme une panacée, comme ce qui résout tout, mais comme le levier qui permet d'interroger plein d'autres pratiques qui, aujourd'hui, sont un peu obsolètes. ♦

Sur le site
www.comunistesunitaires.net
Découvrez **Altercommunistes**



Au-delà des luttes spécifiques, construire l'alternative

Pierre Zarka

L'intervention de Stéphane nous pose une question qui dépasse le débat actuel et rejoint une question politique plus large. Paul disait, en guise de réponse, que le concept de la gratuité n'est pas autosuffisant. On a eu cette discussion à l'OMOS. Aucun concept n'est autosuffisant. Or il y a un danger, auquel nous-mêmes risquons de ne pas échapper : pour des raisons de faisabilité, un jour nous parlons du travail, une autre fois de l'État, une autre fois de la gratuité, cet après-midi de l'écologie et, demain, que sais-je ? Et cela nous conduit à des espèces de "rubricages", comme s'il y avait des cloisons entre ces champs.

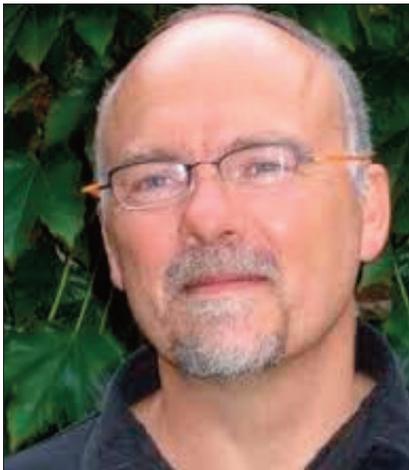
Nous avons une deuxième difficulté, historiquement un petit peu plus datée, qui vient se greffer là-dessus. Depuis la chute du Mur et les faillites de la social-démocratie, plus personne n'ose parler d'alternative au singulier. Et on se sent moins dogmatique et plus réaliste en mettant des pluriels partout. Le résultat, c'est que nous désossons ce qui ne peut pas l'être. Est-ce que l'abandon du "grand soir" (qui conduit à évoquer la notion de processus - c'est un sujet qu'il faudra approfondir) suppose de désosser les questions ? Et puis, un coup on fait le SMIC, un autre coup on fait de la démocratie, un troisième coup on fait de la propriété des moyens de production, et il n'y a jamais de mise en cohérence. Et on s'étonne qu'il n'y ait pas de mouvement social cohérent ! Il y a des luttes, nombreuses, mais jamais de convergence parce que chacun reste sur son périmètre et il n'y a pas de mouvement d'ensemble. Est-ce que ne pas tout régler d'un coup interdit que les différents champs sociaux et humains se posent dans la simultanéité ? Je ne le pense pas.

Dans la discussion menée à l'OMOS nous avons fait le choix de mettre "alternative" au singulier. La question est très importante pour ne pas continuellement boiter. Le meilleur exemple, pour paraphraser quelqu'un qui est ici, c'est le mésusage que l'on fait de la notion de programme. Je peux penser que les fonctionnaires sont des privilégiés, je regarde le programme, il y a, par exemple, la baisse des loyers, l'interdiction des délocalisations, je

Il est souvent dit, au nom du rejet du grand soir, que l'addition des bons exemples finira par être tellement contagieuse que la société se transformera. Je n'y crois absolument pas.

trouve ça sensationnel. Mais rien de cela ne me fait changer d'avis sur les fonctionnaires. Je continue à penser que ce sont des privilégiés, et j'adhère au programme à partir du chapitre 4 et du chapitre 9. Et après on s'étonne qu'il n'y ait pas de mouvement d'ensemble ? Je disais tout à l'heure que je plaide pour que l'on explore la question de la monnaie, la question de la cotisation. Si, à un moment donné, nous ne sommes pas capables d'emboîter les choses (même de manière imparfaite puisqu'on ne peut tout décrire à l'avance), si nous ne sommes pas à même de présenter des cohérences, ou (pour être prudent) des débuts de cohérence et des débuts de logique nouvelle, on reste à des espèces de cas par cas. Il est souvent dit, au nom du rejet du grand soir, que l'addition des bons exemples finira par être tellement contagieuse que la société se transformera. Je n'y crois absolument pas. ♦

Les alternatives, l'alternative, le Net



Gilles Monsillon

Pierre Zarka indiquait le besoin d'une alternative et non une succession d'alternatives concrètes ; cette contradiction visible entre le rubricage et notre volonté politique de faire du commun, c'est la volonté de passer aux actes, mais elle doit se faire avec son explication, sa pédagogie, sa globalité. C'est effectivement tenter d'articuler nos politiques.

Je prends un exemple. Si on regarde comment est né Internet et que l'on explique seulement technologiquement ce qu'est Internet, on ne comprend rien à son aspect politique. Par contre, si on essaye de comprendre qui sont ceux qui ont mis au point Internet et leur objectif, on voit que ce sont de véritables libertaires et cette dimension prend le pas devant la complexité matérielle et son concret. Et cela même avec la volonté des marchands financiers de reprise de l'outil, de le tordre à leur bénéfice ; même si bien sûr il y a des tentatives et des fissures, l'armée qui est venue mettre en place un certain nombre de choses comme aujourd'hui ces drones pilotés numériquement pour tuer. On pourrait prendre d'autres exemples, la Chine, les pays arabes, le pouvoir veut reprendre l'outil Internet pour le bloquer, etc. Mais ce n'est pas possible, sauf partiellement et temporairement. Aujourd'hui, en quelques secondes, sur les marchés financiers des millions de dollars sont échangés. On ne pourra plus avoir un monde comme avant Internet.

Ce qui est intéressant, ce sont les visées de la construction du Net, son pourquoi, les raisons de la naissance du Net. Les objectifs de ces constructeurs libertaires étaient un système sans possible contrôle, une arme de liberté, de diffusion du savoir et des connaissances, la gratuité pour tous, ce qu'il est en partie, encore et peut être plus qu'hier. Un outil certes compatible avec le système capitaliste, mais multifacettes, multivariants, ce qui peut le

gangréner. En cela, le Net peut-il faire partie des alternatives concrètes ?

Cette connaissance de la façon dont la Sécurité sociale est née, comment et pourquoi les hommes politiques, ou la Résistance, ou les révolutionnaires, etc., ont mis en place les choses, je pense qu'elle est cruciale.

Les objectifs des constructeurs libertaires du Net étaient un système sans possible contrôle, une arme de liberté, de diffusion du savoir et des connaissances, la gratuité pour tous.

C'est pour cela que sur les alternatives, on pourrait effectivement se dire que de tout mettre au pluriel, c'est peut-être enlever l'idéologie. Mais en faisant de la politique, en expliquant, tenter de mettre en place des alternatives concrètes, tout en expliquant ces démonstrations alternatives aux outils du monde marchand capitaliste.

L'articulation entre l'alternative et les alternatives, c'est essayer, par des actions et des explications politiques, donc dans une globalité, de mettre en place "l'Alternative" au monde capitaliste. ♦

Lorsque la gratuité construit du lien

Bernard Calabuig

Parmi les points que m'inspire la discussion ce matin, je veux commencer par cette question qu'a soulevée Pierre : la révolution, ce n'est pas comme Monsieur Jourdain, on ne la fera pas sans s'en apercevoir. Il n'en demeure pas moins que l'on a mis en place dans notre pays - la Résistance mais aussi l'action du mouvement ouvrier - toute une série de signaux porteurs de communisme sans en avoir pleinement conscience. Ce que dit Gilles est vraiment très fort. Arrêtons de ne prendre que des exemples ponctuels. Il y a aujourd'hui tout un champ de gratuité colossal. Vu des États-Unis, la France est un pays communiste, les États-Uniens nous considèrent ainsi parce qu'il y a justement toutes ces gratuités, tout ce bien commun encore fort. Le fait de ne pas avoir théorisé et mesuré le sens de ce que nous étions en train de faire, par exemple quand on fait la Sécurité sociale, rend l'acquis complètement vulnérable. Et le banalise, parce qu'à ce moment là, quand on fait la Sécurité sociale, le grand débat qui traverse le courant communiste, ce n'est pas la Sécurité sociale. Certes, c'est un acquis social de grande portée, mais la révolution, elle, on considère qu'elle ne se joue pas là, mais dans la prise du pouvoir central, que le socialisme, ce n'est pas ça, le socialisme, c'est la collectivisation des grands moyens de production et d'échanges. Donc le reste, c'est un programme, certes revendicatif et fort, mais en même temps non analysé, non théorisé. Et c'est un véritable problème.

La deuxième chose, c'est le débat sur l'impôt. Dans le monde actuel, l'impôt est jugé de plus en plus injuste, bien sûr par absence de réforme fiscale (c'est toujours le plus pauvre qui paye), mais pas seulement. On peut se demander à quoi peut bien servir l'impôt puisque la mutualisation ne se voit pas, puisque l'on repaye tout. On paye l'autoroute, on paye l'école, à quoi sert la mutualisation de l'impôt puisque chaque fois les gens sont re-sollicités pour payer ? Et donc je suis vraiment pour la cotisation. Ce n'est pas la même chose. Et d'ailleurs, si le MEDEF a tué cette notion de cotisation sociale pour la remplacer par le terme de charge, c'est parce que la cotisation reste quand même synonyme d'acte solidaire, mutuel.

Je pense que dans le débat, il y a des points sur lesquels on devrait porter le fer un peu plus fort. La question de la fracture numérique, par exemple. Quand il y avait les PTT, ce qui était en pointe technologiquement, c'était le minitel. Quand il y avait une entreprise publique, le minitel était gratuit, il suffisait d'aller le chercher. Aujourd'hui, pour un SMIC, les abonnements – Internet,

téléphone, portable, etc. - contribuent à assécher pour une grande partie le pouvoir d'achat des gens. Il y en a au moins pour 10 à 15 % sur un SMIC mensuel (pour tout ce matériel qui est obsolète deux ou trois ans après). Donc ce n'est pas une petite question.

Sur ce que j'appellerais le municipalisme, je partage et je ressens vraiment très fortement comment on est passé du dogme de la révolution par la prise du pouvoir central (le grand soir électoral ou insurrectionnel) à tourner complètement la page et à penser que la diversité ou la multiplication d'expériences diverses pouvait tracer des sillons vers un dépassement du système. Franchement, il est très utile d'ouvrir des alternatives ; mais s'il

Franchement, il est très utile d'ouvrir des alternatives ; mais s'il n'y a pas un travail de mise en cohérence, cela ne peut pas marcher.

n'y a pas un travail de mise en cohérence, cela ne peut pas marcher. D'autant plus que cela a déjà existé dans l'histoire, avec le mouvement mutualiste. Le concept du grand soir et de la révolution l'a supplanté parce qu'il n'était pas efficace. Il y a donc un travail de conjugaison des deux aspects, et l'Agence nationale de la gratuité, qu'a évoquée Paul, m'intéresse. C'est cela aussi qui donne corps, c'est dans cet esprit là que l'on est attaché à réunir et à faire vivre le réseau de la gratuité, pas seulement de ceux qui la font mais de tous ceux qui sont intéressés. On a besoin de cette mise en cohérence. Le communisme, le soviétisme avait un grand atout, c'est que sa cohérence était parfaite : l'objectif, les moyens, le marxisme élevé au rang de science, le parti d'avant-garde, tout cela s'inscrivait dans une cohérence parfaite et c'est ce qui en faisait la force. Aujourd'hui notre grande faiblesse est de ne plus avoir cette cohérence. Il y a une cohérence à reconstruire et on a du mal à le faire. Pour faire retour à Aubagne, quand on a sorti le slogan liberté, égalité, gratuité (on pourrait d'ailleurs rajouter fraternité) ce n'était pas seulement publicitaire, pas simplement le détournement des trois mots de la République. Nous avons essayé de travailler vraiment les trois dimensions, les concepts.

À propos de la gratuité dans les transports publics, parlons aussi de l'évolution des métiers. Un conducteur de bus qui joue à l'épicier, qui rend de la monnaie et qui est obligé de préserver sa caisse parce qu'il a de l'argent, et un conducteur de bus qui crée du lien social et qui exerce un métier (conduire un bus), ce n'est pas la même chose.

Les rapports humains dans un bus qui est gratuit ne sont pas les mêmes ; les bus gratuits ne sont pas caillassés. Des contrôleurs (qui ne s'appellent plus ainsi parce qu'il n'y a plus rien à contrôler) qu'on n'a pas licenciés mais qui deviennent des agents de médiation, ce n'est plus la même chose : quand ils rentrent dans les bus, il n'y a personne qui se sauve. Dans le bus, les anciens ne suspectent plus le jeune en se disant qu'ils ne l'ont pas vu oblitérer son billet, et que donc ils payent pour lui. Il y a beaucoup de changements. Un des arguments de l'opposition, c'était que les bus gratuits amènent de l'insécurité (autrement dit, ce sont les pauvres qui vont y venir). Mais quand il y a plus 174 % de fréquentation, quand il y a du monde dans les bus, qu'ils sont pleins jusqu'à 20 h, la question de la sécurité est réglée. Un bus où on n'est pas en sécurité, c'est un bus où on est tout seul.

Donc effectivement, la gratuité fait lien avec plein de choses, réappropriation des centres villes, désenclavement des périphéries, etc., mais cela contribue aussi à une autre façon de construire du vivre ensemble. ♦

Les actes du séminaire sont dans **Altercommunisme**

Altercommunisme

n°3 - Le cahier du séminaire Communisme - Troisième séance, 30 mars 2013

Où est le pouvoir ? Que faire l'Etat ?

Introductions

D - Gilles Alfonsi 3
D - Makan Rafatdjou 7

Interventions

<i>Transformation de l'Etat et révolution citoyenne</i> - Bernard Calabuig	10
<i>Face à l'Etat, instrument de domination, arracher des pouvoirs</i> - Pierre Zarka	12
<i>Dépérissement du monopole de la violence légitime</i> - François Calaret	13
<i>Qui fait de la politique ?</i> - Daniel Rome	14
<i>Démocratisation radicale et dépérissement de l'Etat</i> - Laurent Lévy	16
<i>Rôle de l'Etat et Etat-nation</i> - Leo Landau	17
<i>Le démembrement de l'Etat, apparent dépérissement</i> - Michel Mouréreau	18
<i>Mutations de l'Etat et conditions de son dépérissement</i> - Francis Sital	19
<i>Le rôle du politique, non pas diriger mais faire ensemble</i> - Patrick Vassalo	20
<i>Prendre conscience de son pouvoir</i> - René Moustard	22
<i>Déconstruire "l'Etat" au lieu de diaboliser</i> - Gilles Alfonsi	23
<i>Auto-organisation et la démocratie politique citoyenne</i> - Jean-Claude Mamet	24
<i>Appropriation du pouvoir par le peuple et dépérissement de l'Etat</i> - Bruno Bessière	26
<i>Penser un au-delà de l'Etat</i> - Makan Rafatdjou	27
<i>Ecoles du pouvoir et Etat fluctuant</i> - Guillaume Attencourt	27

Séminaire
Communisme

Séminaire

Ce troisième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 30 mars 2013, animée par Philippe Sterlin. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

Altercommunisme

n°4 - Le cahier du séminaire Communisme - Septembre 2013

Angles morts et leçons du communisme

Introductions

Angles aveugles et expériences contradictoires du communisme - Catherine Samary 3
Assumer la contradiction, pour la dépasser - Roger Martelli 10

Interventions

<i>Quel périmètre de discussion ?</i> - Michel Mouréreau	12
<i>L'apport de l'anarchisme</i> - Georges Simard	12
<i>Travailler sur le communisme : une nécessité ignorée</i> - Bernard Calabuig	13
<i>Un passé qui pèse encore aujourd'hui</i> - Pierre Zarka	14
<i>Actualité du communisme après Thermidor</i> - Pierre Cours-Salies	16
<i>Au-delà du droit, quelle démocratie dans les faits ?</i> - Laurent Lévy	19
<i>Articuler la démocratie politique citoyenne et l'auto-organisation</i> - Jean-Claude Mamet	20
<i>Des questions stratégiques anciennes... et toujours d'actualité</i> - Alain Montaufray	22
<i>Angle mort du culte de la personnalité</i> - Richard Lagache	24
<i>Qui est communiste ?</i> - Patrick Vassalo	26
<i>Travailler ensemble la théorie et la pratique</i> - René Moustard	27
<i>Un exemple d'angle aveugle : le système colonial dans La vie est à nous</i> - Gilles Alfonsi	28
<i>L'angle mort de la question coloniale</i> - Catherine Bottin-Destom	29
<i>Le processus de rupture doit être pratique, pas seulement théorique</i> - Roger Martelli	30
<i>Reprendre l'histoire et actualiser</i> - Catherine Samary	31

Séminaire
Communisme

Séminaire

Questionnement initial :
Les échecs des régimes se réclamant du communisme à l'Est de l'Europe sont moins présents dans le débat public. Cependant, plutôt que de tourner la page, n'est-ce pas le bon moment pour se demander : y a-t-il eu, ou pas, un "communisme du XXI^e siècle", qu'est-ce qui le caractérise et comment se débrouiller avec son héritage ? Afin que l'histoire ne se répète pas et pour mieux armer le combat pour l'émancipation, cette séance pourrait pointer les "angles morts" des communismes politiques également.

Ce troisième numéro d'Altercommunisme contient les textes des interventions prononcées lors de la troisième séance du séminaire Communisme, le 1^{er} juin 2013, animée par Sylvie Larue. Certains ont été revus par les participants, qui ont choisi de conserver, entièrement, partiellement ou pas le style parlé, et parfois d'approfondir certaines réflexions. Une précision : les introductions sont faites à titre individuel, comme des points de vue destinés à lancer le débat.

+ d'info : www.comunistesunitaires.net

Réalisation : Michèle Kintz, Jean Tailleux, André Pocco et Gilles Alfonsi - Transcription : Nadia Pinson

www.comunistesunitaires.net

Richesse de la gratuité

Paul Ariès

Simplement pour rebondir sur différents échanges. Tout d'abord sur la dimension nécessairement pédagogique de ce chemin vers la gratuité. Il est évident qu'il ne s'agit pas seulement de détourner de l'économie marchande vers d'autres formes d'économies marchandes, mais d'apprendre à s'en libérer. Et c'est à ce moment là que la question de la gratuité n'est pas autosuffisante mais pose la question du contenu, de la démocratie. Je crois qu'il y a cependant derrière cela un grand enjeu, c'est : comment va-t-on arriver à transformer la société ? Ce n'est sans doute pas en culpabilisant les gens (Salauds de pauvres qui osez revendiquer alors qu'il y a le feu à la planète !), ce n'est sans doute pas en appelant à la responsabilité, c'est en donnant envie, c'est en suscitant le désir. C'est en passant d'un désir de socialisme ou de communisme à un socialisme ou communisme du désir. Gilles Deleuze disait que le grand sujet révolutionnaire, c'est le désir. Et avec la gratuité (mais pas seulement, il y a d'autres éléments), on campe dans cette direction là.

Je crois que, malheureusement, nous sous-estimons la richesse de ce qui existe encore de gratuité dans notre société. Et pas simplement dans la sphère politique, je dirai que c'est le système qui rend la gratuité invisible. Rimbaud disait : On veut devenir des voyants. Rendre visible l'invisible, de ce point de vue là, il y a une responsabilité politique des grands partis du Front de gauche. À plusieurs reprises, au moment des Estivales, au moment du bouquin sur l'alter-gouvernement, on avait dit qu'il faudrait créer une Agence nationale de la gratuité (on avait lancé ce mot, cela aurait pu en être un autre) pour prendre conscience de tout ce qui existe. Cela, pour l'instant, n'a malheureusement pas été suivi d'effets. Pourquoi ? Je pense qu'effectivement, ce n'est pas simplement faute de temps. Il y a davantage ce qui relève d'une sorte de blocage.

La gratuité, cela participe à la construction des communs. Et de ce point de vue, c'est un petit peu d'une autre société déjà.

Je voudrais réagir très rapidement sur la question que posait Pierre Zarka sur les monnaies. Aujourd'hui, on voit un développement des monnaies locales, pour l'essentiel jusqu'à présent elles sont associatives. Il y a deux villes qui ont battu leur propre monnaie. Lorsque ces villes créent la monnaie sous forme de bien commun, il s'agit bien d'abord de réappropriation sociale de la monnaie. Mais il ne s'agit pas d'en faire une monnaie comme les autres, il s'agit d'en faire nécessairement une monnaie fléchée qui va déjà permettre la relocalisation. Cela ne va pas permettre d'acheter des big mac, mais on aura des produits uniquement à forte valeur ajoutée sociale (un peu la vieille histoire du label syndical) et des produits à

forte valeur ajoutée écolo. Et plusieurs villes sortantes mettent dans leur projet pour les prochaines municipales l'idée de verser la totalité des subventions aux associations sous forme de monnaie locale. Et elles posent la question (en sachant qu'on n'est pas prêt d'y aller, c'est compliqué) de verser au moins une partie des aides sociales sous forme de monnaie locale. Donc là aussi il y a du grain à moudre.

Il faut oser désobéir, pas seulement pour dire non, mais aussi pour multiplier les expérimentations.

Sur la question de la désobéissance nécessaire : j'ai parlé de la gratuité des services publics funéraires à Mouans-Sartoux, la préfecture est intervenue. Pour l'instant, c'est à un euro, mais c'est un combat effectivement à mener. Et chaque année au forum national de la désobéissance, on se rend compte que c'est l'un des grands tabous du système. Et qu'il faut oser. Il faut oser désobéir, mais pour construire et pas seulement pour dire non, pas seulement pour prendre des arrêtés anti-expulsion (ce qu'il faut faire), mais aussi pour multiplier les expérimentations. Je vais donner un autre exemple. On a aujourd'hui un retour des maisons municipales de la santé, des dispensaires. Cela répond à une urgence sanitaire de la population. Mais si on rouvre des dispensaires, c'est déjà dans la désobéissance puisque cela ne relève pas aujourd'hui, en principe, de la compétence des communes. Mais ce n'est pas pour faire la même santé que la santé libérale. Cela va être, bien sûr, au minimum pour adopter la position de l'OMS (santé physique, psychique et sociale), pour faire de la prévention, et pour créer, là aussi, des collectifs, du commun, pour organiser les patients par pathologie. Et à ce moment là, oui, la question de la gratuité (parce qu'il s'agit bien que ces dispensaires soient gratuits) permet aussi de répondre en partie aux questions posées. C'est-à-dire que la gratuité, ce n'est pas tout, ce n'est qu'une modalité pour pouvoir embrayer sur une transformation de la société.

Mais je voudrais vraiment insister sur cette question du désir. Parce que face à la montée de l'extrême droite, il est important que nous ayons un projet qui soit à la hauteur des enjeux. Et que l'on ne soit pas simplement dans des combats défensifs. On va fêter les 70 ans du programme du Conseil national de la Résistance (Les jours heureux), il s'agit véritablement de repenser ce que pourraient être de nouveaux jours heureux. Au moment de la Libération, la France est à genoux économiquement mais debout politiquement, et on invente ce principe de sécurité sociale. Finalement, la question de la gratuité dont on parle ce matin, c'est une façon de revisiter ce principe de sécurité, qui doit être étendu au logement, à l'alimentation, à la santé, à la culture, etc. Il n'y a pas de liste limitative. ♦